

1920 1921



Les Internationales ouvrières

Le Congrès de Tours

**Naissance du Parti
Communiste**

Scission politique et syndicale

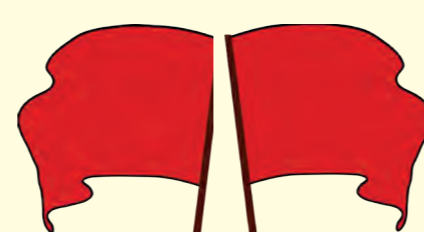
Naissance de la CGTU



**100 ans après, le débat
Réformiste - Révolutionnaire
Est-il clos ?**



Réalisation :
Institut d'Histoire Sociale du Val de Marne
ComExpo2A
Culture & Entreprises
Jacques Aubert – Martine Cordier – Alain Guillo



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO
2A

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Une brève histoire de l'Internationale

Les origines

Avant la Révolution de 1789 il existe, dans certaines professions, des sociétés d'entraide héritières du Compagnonnage. Après la Révolution la loi Le Chapelier, au nom de la liberté, vient interdire toutes coalitions qu'elles soient ouvrières ou patronales.

Pour autant, et avec toutes les difficultés de la clandestinité, les associations ouvrières existent.

A Paris entre 1834 et 1836 des immigrés allemands républicains fondent **La ligue des justes**. Ils militent pour l'abolition de la propriété privée.

En 1837 ils rentrent en contact avec **Auguste Blanqui** qui prône la nécessité d'une révolution ouvrière et qui vient de participer à la création de la **Société des saisons** à tendance jacobine.

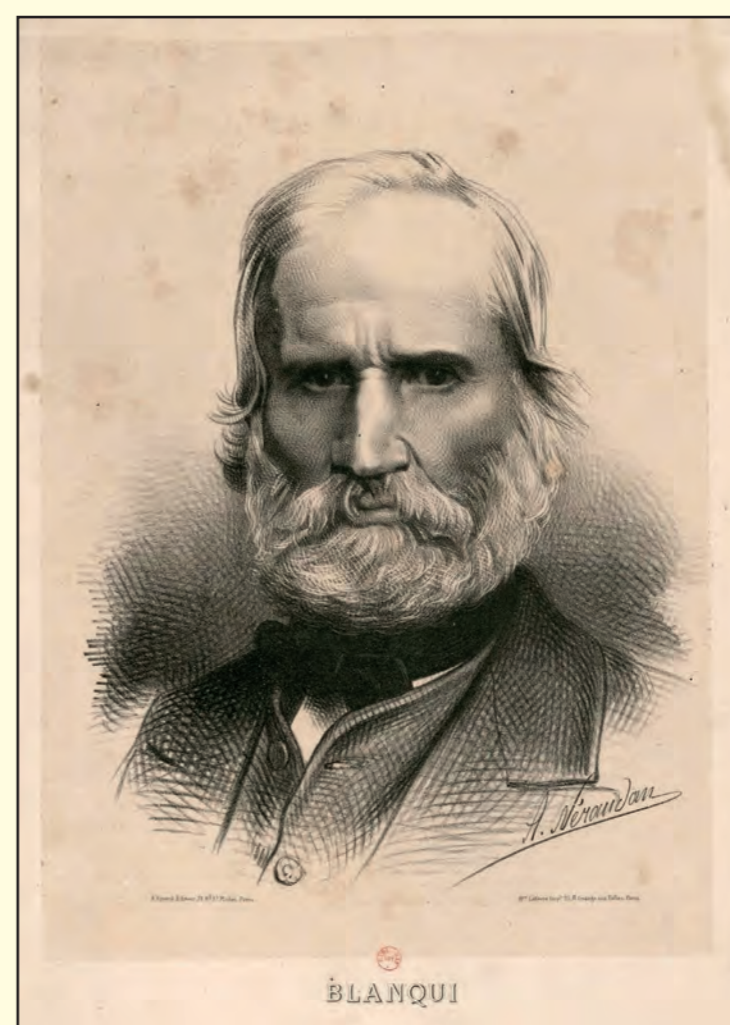
Après une tentative de soulèvement contre la monarchie de juillet en 1839, ces associations sont victimes de la répression policière.

La Ligue des justes s'installe à Londres. Sous l'influence de **Karl Marx** et **Friedrich Engels** qui les ont rejoints, elle change de nom en 1847 pour s'appeler **La Ligue des communistes**.

Le II^{ème} congrès de La ligue des communistes se tient en décembre 1847 et réunit des délégués de trente pays.

C'est là que Karl Marx s'engage à écrire un document théorique qui expliquera les positions de La Ligue. Ce sera « **Le Manifeste du Parti Communiste** » qui paraît en février mars 1848.

En 1852 constatant la création de plusieurs associations ouvrières en Europe, Karl Marx propose de dissoudre La Ligue des communistes et de créer une nouvelle organisation qui les unifierait.



Fondation de la 1^{ère} Internationale ©DR



Zéphyrin Camélinat © DR

La première Internationale

La première Internationale est fondée à Londres le 28 septembre 1864 sous le nom d'**Association Internationale des Travailleurs**, (AIT). Elle réunit des militants ouvriers français, anglais, allemands et italiens et se donne pour but de coordonner et de développer les luttes des différents mouvements ouvriers qui ont vu le jour dans les pays industrialisés.

Dans les statuts rédigés par Karl Marx il est dit :

« *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » et l'association déclare agir « *Pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat* ».

Malgré la répression qui s'abat sur ses militants, très vite l'Internationale ouvrière rencontre le succès et se constitue en section nationale en Allemagne, en Belgique, en France, en Suisse en Italie, aux Pays-Bas et aux États-Unis.

Parmi les premiers français qui rejoignent l'AIT et fondent la section française, il faut citer entre autres **Eugène Varlin**, **Benoît Malon** et **Zéphyrin Camélinat**.

En 1869 lors du congrès de Bâle, l'Association Internationale des Travailleurs se divise entre les partisans de Karl Marx, qui s'appuyant sur une analyse scientifique du capitalisme, prônent la mise en place d'une organisation apte à prendre le pouvoir et les anarchistes de **Bakounine** qui sont hostiles à toutes formes d'organisation hiérarchisée.

Le soulèvement de la Commune de Paris en 1871, les espoirs qu'elle suscitent et sa répression sanglante amènent les deux camps à se déchirer et Bakounine est exclu lors du Congrès de La Haye en 1872.

Cette division sera fatale à la Première Internationale qui sera dissoute en 1876.

La deuxième Internationale

La II^{ème} Internationale voit le jour à Paris en 1889 sous le nom d'**Internationale Ouvrière**.

C'est Friedrich Engels qui en a pris l'initiative. Elle réunit les partis socialistes et ouvriers d'une vingtaine de pays européens.

Lors de son premier Congrès, la II^{ème} Internationale décida d'organiser le 1er mai 1890 une manifestation Internationale pour la journée de 8 heures, initiative qui devra être reprise chaque année à partir de cette date.

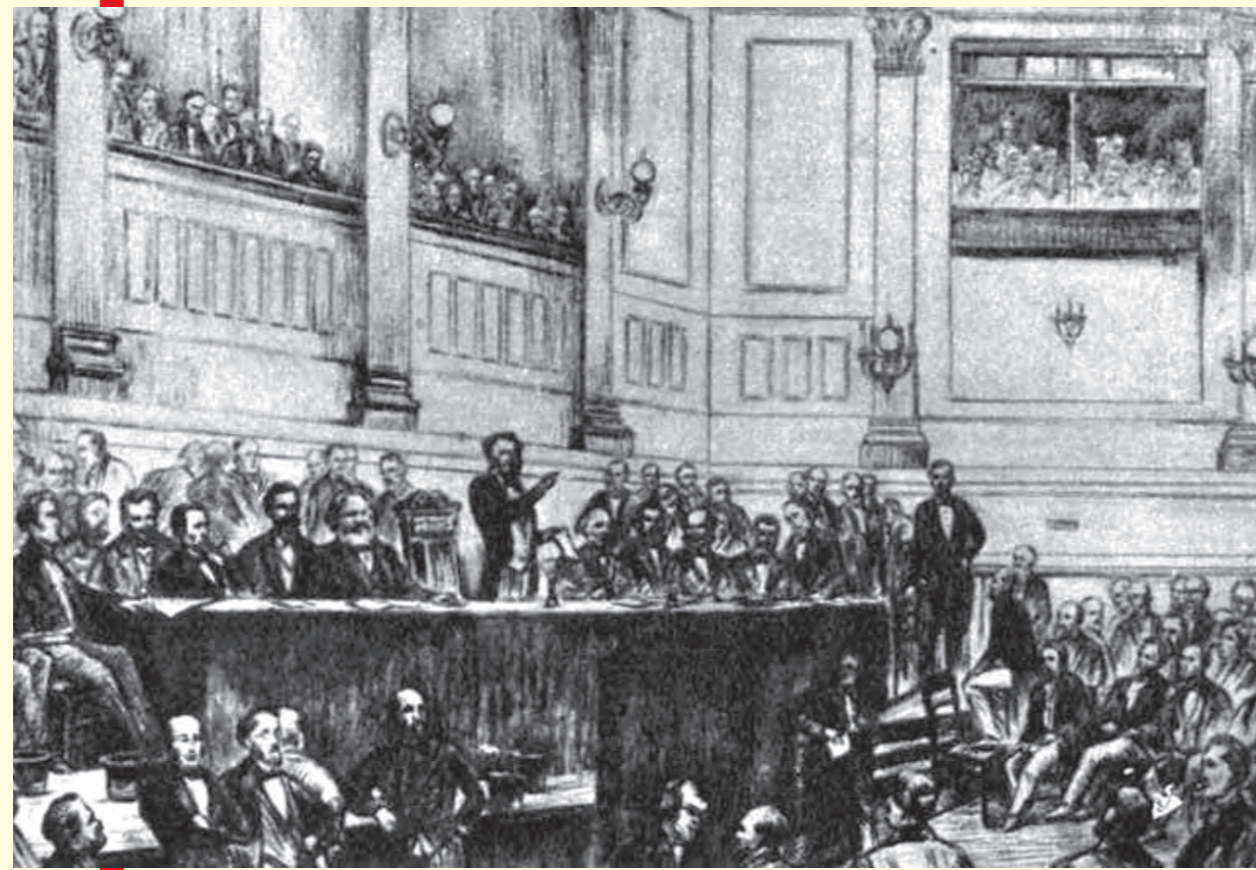
D'inspiration marxiste cette Internationale regroupe également des courants réformistes qui veulent privilégier l'action parlementaire.

En France les partisans de la deuxième internationale se regroupent sous l'appellation de **Section Française de l'Internationale Ouvrière**, (SFIO).

Les oppositions se cristallisent notamment dans le débat entre **Jules Guesde** qui prône l'action révolutionnaire des travailleurs eux-mêmes et **Jean-Jaurès** qui défend le parlementarisme.

Lors du Congrès de Copenhague en 1910, le danger de la guerre est palpable. Le Congrès affirme son opposition à la guerre et préconise le recours à la grève générale ouvrière, comme moyen de s'y opposer.

Le déclenchement de la guerre de 14-18 et l'Union sacrée mettront fin, de fait, à la deuxième Internationale.



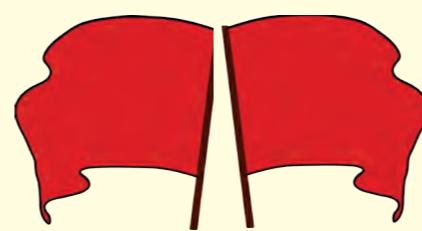
1^{ère} Internationale, Marx à gauche © DR



Il s'agit de la seule photographie connue des participants au congrès de l'association des travailleurs. On les voit devant la brasserie Treiber au Eauze où ils siégeaient parfois ©Collection particulière DR



Fondation de l'Association Internationale des Travailleurs.
Le I^{er} congrès international des travailleurs.
Le 2^{ème} congrès international des travailleurs.
Meeting de 21 septembre 1901 à Paris - Marlin's Hall



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Avant le congrès de Tours

1914 - 1918 La grande guerre

Assassinat de Jean-Jaurès Archives Le Figaro © DR



Une des plus grandes boucheries de l'histoire, des millions de morts, de blessés, mutilés, défigurés. Des milliers de veuves et d'orphelins.
« On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels »
dira Anatole France.

Dès 1910, la paix et le pacifisme sont au cœur de l'idéologie socialiste. La SFIO et la CGT n'ont cessé d'alerter sur les risques de guerre. Maintes fois Jaurès avait dénoncé la montée des nationalismes. Le 27 juillet 1914 la CGT manifeste dans Paris contre la guerre et appelle à la grève générale pour la paix, mais cela aura peu d'échos chez les travailleurs.

Jaurès est assassiné le 31 juillet 1914. Le 3 août l'Allemagne déclare la guerre à la France.

En 1914 la SFIO c'est
93000 adhérents et
20% du corps électoral

L'Union sacrée

Le 4 août 1914, le président de la République, Raymond Poincaré, appelle à l'Union Sacrée. Immédiatement les directions de la CGT et de la SFIO se rallient au gouvernement pour défendre la **Patrie en danger**.

A la CGT, certains vont rester fidèles au combat pour la paix et l'espoir d'en finir un jour avec ce capitalisme meurtrier. Ce sera le cas de l'équipe du journal **La Vie Ouvrière** (Monatte, Rosmer) qui dès 1914 exprime son refus de la guerre.

En septembre 1915 à Zimmerwald en Suisse, se réunit une conférence internationale destinée à organiser l'action contre la guerre. Y participent pour la France, Merrheim et Bouderon.

C'est **Trotsky** qui rédige le communiqué final appelant à la fin immédiate des combats.

Une autre conférence est prévue, un an plus tard à Kienthal en Suisse. Dans le document préparatoire Trotsky écrit :

« Une nouvelle Internationale ne pourra être édifiée que sur la base des principes inébranlables du socialisme révolutionnaire ; à sa création, ne pourront prendre part les alliés des gouvernants, les ministres, les députés domestiqués, les avocats de l'impérialisme, les agents de la diplomatie capitaliste, les fossoyeurs de la II^{ème} Internationale. »

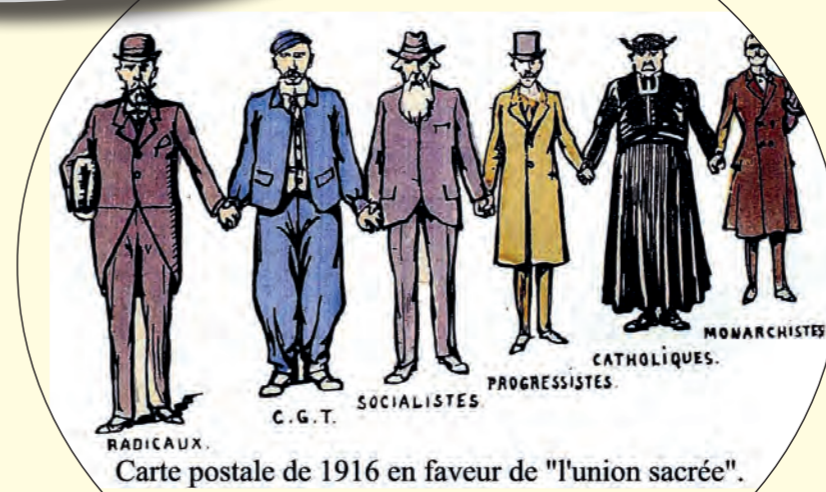
En 1917 dans les **Thèses d'avril**, Lénine revient sur la nécessité de créer une nouvelle Internationale ; il écrit qu'il faudra « prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le centre ».

Lénine souligne également qu'il faut créer de nouveaux partis qu'on nommera **communiste** pour revenir aux origines de la pensée de Karl Marx.

Au fil des combats, la population prend peu à peu conscience du caractère monstrueux de cette guerre.

En septembre 1917 la SFIO se décide à quitter le gouvernement mais continue de voter les crédits de guerre.

En octobre 1917 **la révolution russe** éclate. Un an plus tard c'est l'armistice. Les armées anglaises et françaises tentent d'intervenir en Russie. Ce sera un échec. Les marins français de la mer Noire se révoltent.



À la fin de la guerre de 14-18 et après la révolution d'Octobre en Russie, les puissances occidentales sont inquiètes des mouvements sociaux qui secouent l'Europe. Sous prétexte que le traité de Brest-Litovsk a favorisé l'Allemagne, elles décident d'intervenir contre le régime soviétique et de soutenir les armées blanches. C'est dans ce cadre-là que Clémenceau décide d'envoyer la marine française en mer Noire. Mais à la fin de la guerre, les soldats n'ont qu'une envie, être démobilisés. Ils ne comprennent pas cette intervention contre l'URSS. Bientôt, à l'initiative de militants révolutionnaires dont André Marty, plusieurs mutineries exploseront sur les bâtiments français pour exiger le retour au pays.

La paix revenue

La guerre finie, la paix est un soulagement. Certes il faut reconstruire le pays mais pour beaucoup de travailleurs, ce qui occupe les esprits c'est la révolution Russe et ce nouveau régime qui prétend supprimer toutes formes d'exploitation.

Pendant la guerre on avait peu parlé de cet événement, parce qu'en temps de guerre, l'armée contrôle la presse et censure tout ce qui serait de nature à décourager le moral des troupes.

Puis après la paix de Brest-Litovsk signée entre l'Allemagne et la Russie cette dernière est accusée d'avoir trahi ses alliés de la Triple-Entente. (France, Royaume-Uni, Russie impériale)

Mais en ce début 1919 chacun se prend à rêver : si les russes l'ont fait alors prendre le pouvoir c'est possible ! chasser les capitalistes, construire une société sans classe c'est possible. Et si c'est le cas à Moscou pourquoi pas à Paris ?

Ainsi avec la paix revenue, pour les socialistes réunis au sein de la SFIO, pour la CGT, pour ceux qui ont participé à l'Union Sacrée comme pour ceux qui sont restés fidèles à l'idéal et pour tous ceux qui ont souffert de la guerre, l'heure du bilan est arrivée.

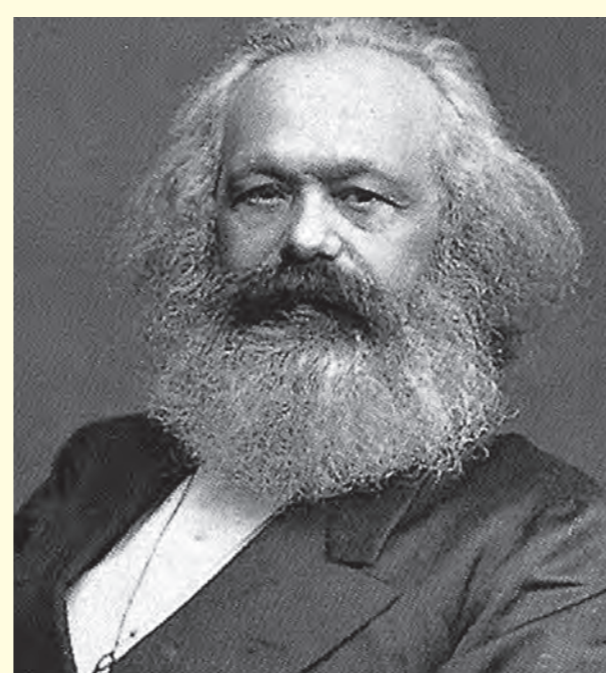
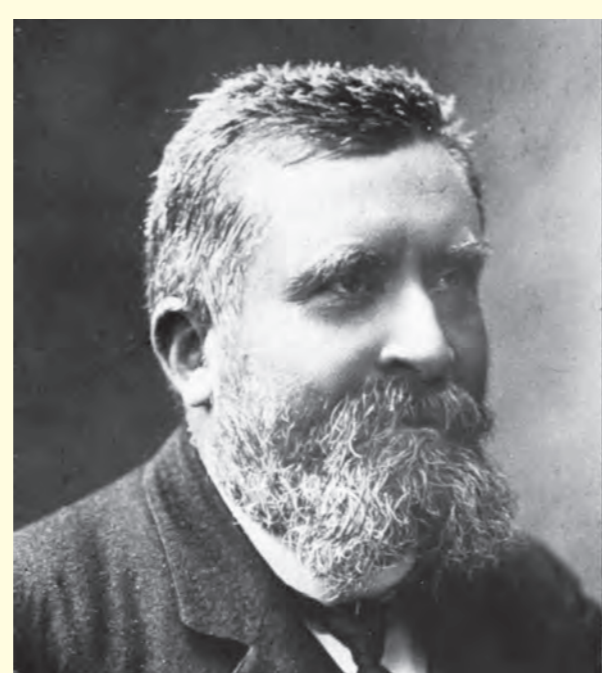
LA SIGNATURE DE L'ARMISTICE DE BREST-LITOVSK



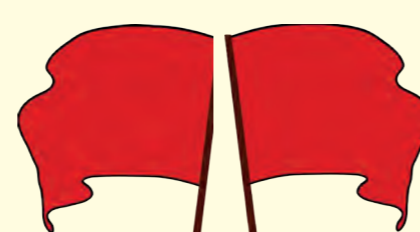
LES COMMISSAIRES ENNEMIS ATTENDENT LES RUSSES



LA DÉLÉGATION RUSSE ARRIVE A BREST-LITOVSK



Engels Marx ©DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Avant le congrès de Tours

La fin de la II^{ème} Internationale

Dès le début du conflit mondial, **Lénine** juge sévèrement l'attitude de la II^{ème} Internationale.

1^{er} novembre 1914, il écrit :

« La II^{ème} Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la III^{ème} Internationale, débarrassée des renégats et aussi de l'opportunisme ! »

« La II^{ème} Internationale a fait un travail utile d'organisation des masses prolétariennes pendant la longue « période pacifique » du pire esclavage capitaliste au cours du dernier tiers du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle. La tâche de la III^{ème} Internationale sera de préparer le prolétariat à la lutte révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, à la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, en vue de la prise des pouvoirs publics et de la victoire du socialisme. »

Quelques semaines plus tard, **Zinoviev** écrit :

« Nous devons lever l'étendard de la guerre civile. L'Internationale adoptera ce mot d'ordre et elle sera digne de son nom, ou elle végétera misérablement. Notre devoir est de nous préparer aux batailles qui viennent et de nous habituer nous-mêmes et le mouvement ouvrier tout entier à cette idée ; ou nous mourrons ou nous vaincrons sous la bannière de la guerre civile. »

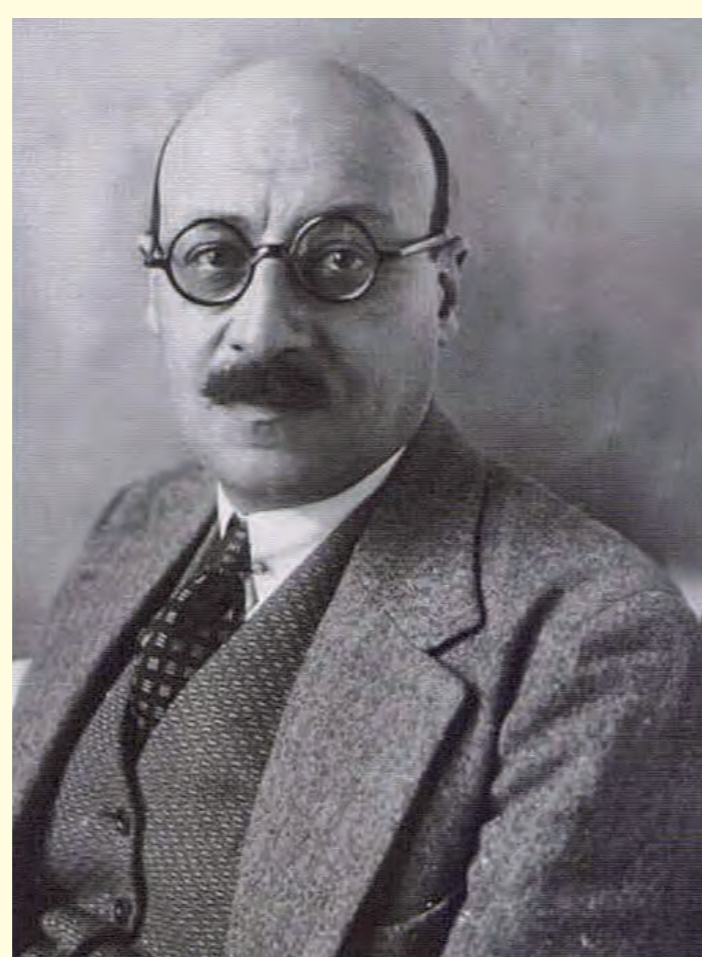


Lénine © DR



Grigory Zinoviev © DR

En France, la SFIO évolue



Ludovic-Oscar Frossard © DR

A l'intérieur de la SFIO beaucoup de militants accueillent favorablement cette révolution russe.

Peu à peu les analyses du courant révolutionnaire marquent des points.

Au Congrès de la SFIO d'octobre 1918, les minoritaires d'hier (les révolutionnaires) deviennent majoritaires.

Frossard devient Secrétaire général et **Cachin** prend la direction du journal L'Humanité.

Pour les socialistes révolutionnaires, qu'ils soient Russes, Allemands, Anglais ou Français, il ne fait pas de doute que l'Internationale socialiste a trahi en s'associant à la bourgeoisie pour faire la guerre.

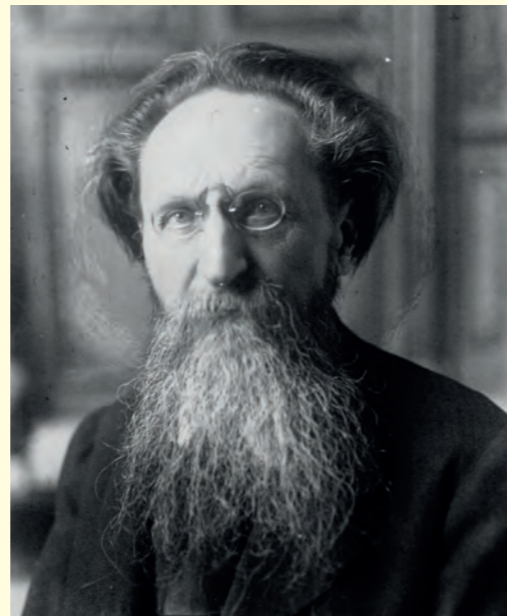
Il faut donc construire une nouvelle **Internationale socialiste**, qui refusera toute compromission avec l'ennemi de classe et qui aura pour objectif la conquête du Pouvoir dans tous les pays.

Car ces socialistes révolutionnaires n'en doutent pas, la révolution socialiste ne peut être que mondiale.

Partout en Europe des partis communistes se forment.



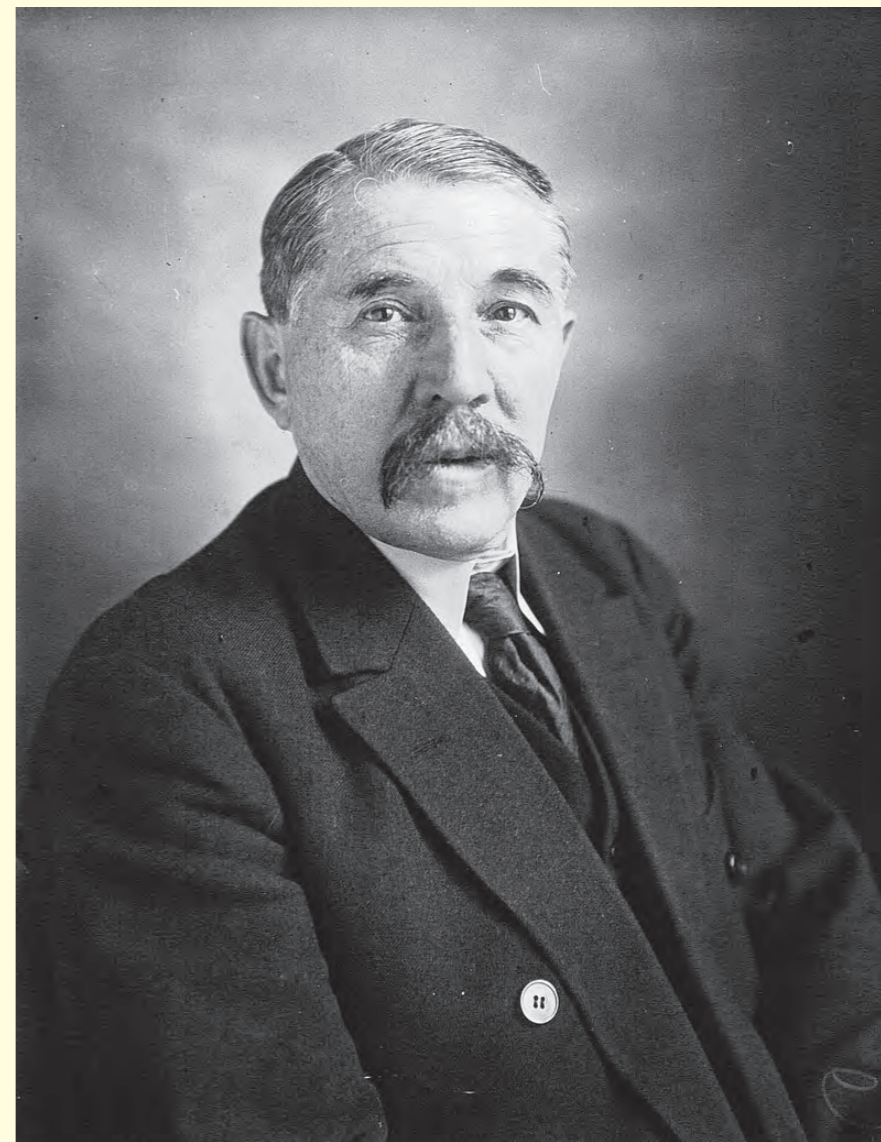
Marcel Sembat © Henri Manuel



Jules Guesdes © DR



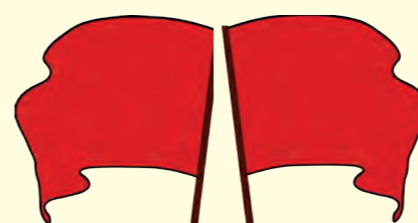
Albert Thomas © DR



Marcel Cachin © DR



Logo de la II^{ème} International



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Avant le congrès de Tours

Création de la III^{ème} Internationale

Dès 1918 en URSS les bolchevicks avec les camarades européens restés fidèles à l'idéal révolutionnaire travaillent à la constitution de cette III^{ème} Internationale. Le 24 janvier 1919, se tient à Moscou, sous la présidence de Zinoviev, la première réunion en vue de constituer cette Internationale. Aux côtés des délégués russes, d'autres délégués viennent des partis révolutionnaires existants dans plusieurs pays d'Europe comme en Hongrie, en Suisse, en Hollande et notamment en Allemagne qui semble être le prochain pays où une révolution prolétarienne a toutes les chances de réussir. Le congrès constitutif s'ouvre le 2 mars 1919.

Le 4 mars l'Internationale communiste est proclamée.

A partir de cette date, des révolutions vont tenter d'éclater en Europe, (Hongrie, Autriche,), des mouvements sociaux vont secouer divers pays (Angleterre, États-Unis, France, Japon).

En France il y a de nombreuses grèves, contre la vie chère, pour la journée de 8h.

Le 6 avril 1919 on manifeste contre l'acquittement de l'assassin de Jaurès. Le 1^{er} mai 1919, 500.000 personnes défilent avec drapeau rouge et mots d'ordres révolutionnaires. La police charge, il y aura un mort. En mai les banques et les grands magasins sont en grève, en juin c'est la métallurgie. Au 17^{ème} Congrès national de la SFIO, à Strasbourg du 25 au 29 février 1920, les délégués votent la rupture avec la deuxième Internationale et le principe d'ouverture de négociations avec les représentants de la troisième Internationale.

Cachin et Frossard sont mandatés pour prendre contact avec la III^{ème} Internationale. Ils arrivent à Moscou le 31 mai 1920 et vont participer en tant qu'observateurs au deuxième Congrès de la III^{ème} Internationale qui s'ouvre en juillet 1920.

217 délégués sont présents. A l'ordre du jour : le rôle des nouveaux partis communistes qui doivent se substituer aux anciens partis gangrenés par les sociaux-démocrates.



Le 4 mars 1919, les membres fondateurs © DR

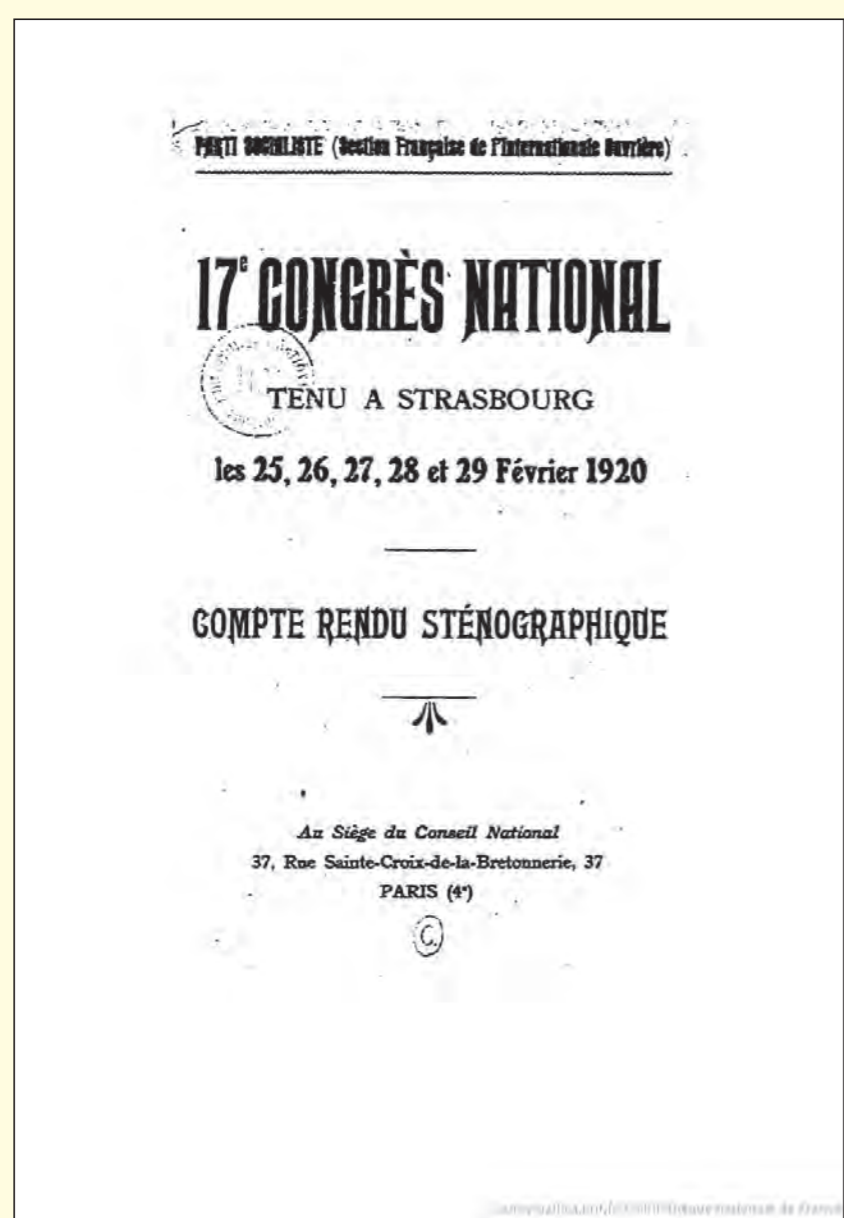
Résolution du congrès

Les partis et organisations soussignés considèrent comme une nécessité impérieuse la réunion du premier congrès de la nouvelle Internationale révolutionnaire. Pendant la guerre et la Révolution, se manifesta non seulement la complète banqueroute des vieux partis socialistes et social-démocrate et avec eux la II^{ème} Internationale, mais aussi l'incapacité des éléments centristes de la vieille social-démocratie à l'action révolutionnaire. En même temps, se dessinent clairement les contours d'une véritable Internationale révolutionnaire.



Lénine à la III^{ème} Internationale © DR

En janvier 1919 Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été fusillés par le gouvernement social-démocrate allemand après leurs participations aux émeutes de Berlin. Ainsi lors du deuxième Congrès, cette absence du Parti allemand met à mal l'espoir d'une révolution européenne et de fait, place le parti bolchevick en position hégémonique dans la nouvelle Internationale.



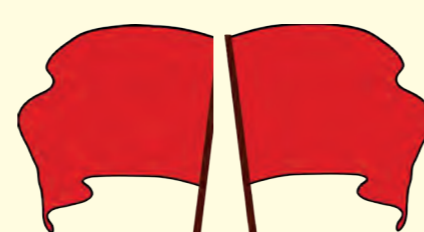
Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg © DR

Ce Congrès est fortement influencé par le climat de répression qui sévit dans les pays occidentaux et par la guerre civile qui perdure en Russie. Cela amène à concevoir les nouveaux partis plus comme des armées révolutionnaires que comme des organisations de masses. Cette préoccupation transparaît dans l'établissement des 21 conditions que les nouveaux partis sont appelés à accepter pour rejoindre l'Internationale communiste.

On sait que Frossard et Cachin ont rencontré Lénine qui n'a pas mâché ses mots quant à l'influence du réformisme en France. Mais il semble que Zinoviev n'est fait part à la délégation française que de 9 conditions pour permettre l'adhésion du Parti français. Frossard et Cachin en restent là et ce n'est qu'après leur retour en France qu'ils apprendront que l'Internationale vient de porter les conditions à 21 et que cela n'est pas négociable.



Collection particulière © DR



INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE DU VAL DE MARNE

COM EXPO 2

C&E Culture et Entreprise Maison des syndicats - 11 rue des Archives 94010 Créteil - 06 09 48 42 85 cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Les 21 conditions

1. La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la IIIe Internationale. Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. **Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse.** La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité méusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III^{ème} Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.

2. Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés, - sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang.

3. Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. **Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution.** Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.

4. Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III^{ème} Internationale.

5. Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est pas soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6. Tout Parti désireux d'appartenir à la IIIe Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix. L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Mac Donald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la III^{ème} Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la IIIe Internationale à la II^{ème}.

8. Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la III^{ème} Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9. Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.

10. Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'« Internationale » des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union Internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.

11. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12. Les Partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. À l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.

13. Les Partis Communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois.

14. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserve toutes les républiques soviétiques dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétiques, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétiques.

15. Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocratiques ont pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste.

16. Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

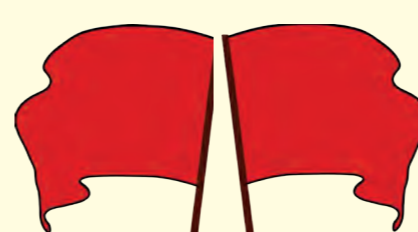
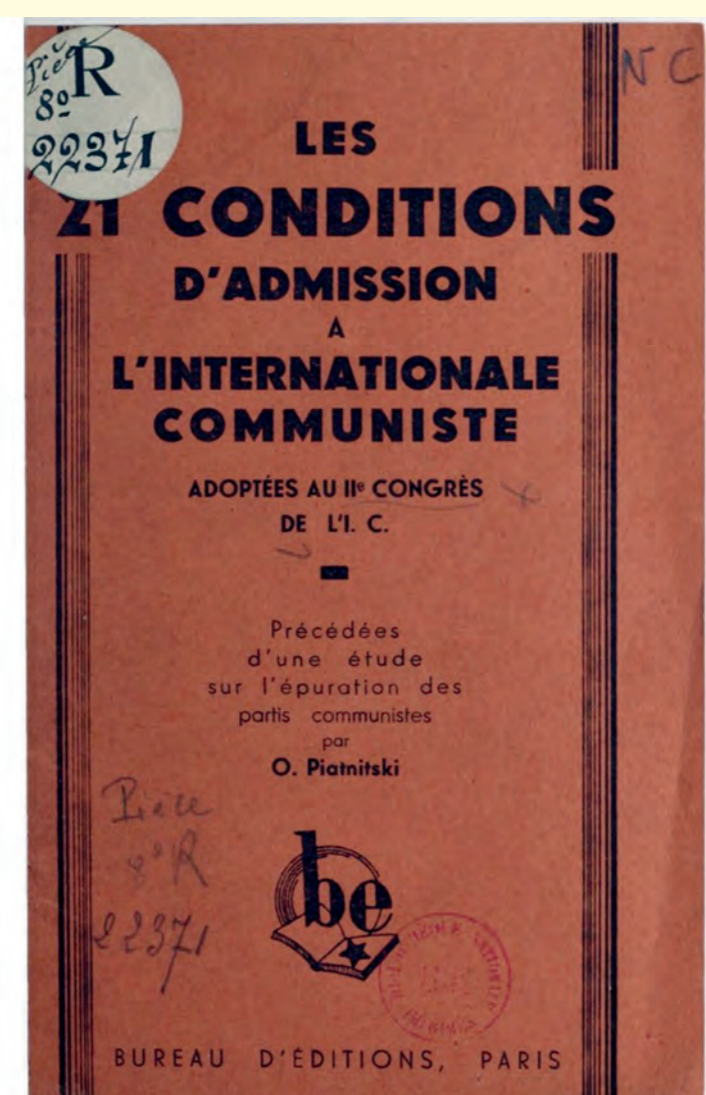
17. Conformément à tout ce qui précède, tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. **Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler Parti Communiste de... (section de la III^{ème} Internationale Communiste).** Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité ; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux Partis social-démocrate jaunes. Il importe que la différence entre les Partis Communistes et les vieux Partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

18. Tous les organes dirigeants de la presse des Partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

19. Tous les Partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de 4 mois après le 2e Congrès de l'Internationale Communiste, au plus tard, un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2e Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales.

20. Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la III^{ème} Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les 2/3 des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2e Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la III^{ème} Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.

21. Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.



1920 1921

Avant le congrès de Tours

De retour à Paris Cachin et Frossard défendent l'adhésion de la SFIO à la III^{ème} Internationale.

Le 13 août à Paris, ils tiennent un meeting pour rendre compte de leur mission et défendre le principe de l'adhésion. Ils sont acclamés par des « vive Lénine » et « vive la révolution ».

La situation sociale favorise l'esprit de classe. La crise s'accroît, le patronat remet en cause la journée de 8h, les salaires sont très bas et les impôts augmentent fortement.

Le congrès aura lieu à Tours

C'est dans ce contexte qu'on décide d'un congrès devant se tenir à Tours en décembre pour décider si oui ou non on ratifie l'adhésion à la III^{ème} Internationale.

Le choix du lieu du congrès fut l'objet de nombreuses discussions. Les partisans de l'adhésion à la troisième Internationale auraient préféré Paris, c'est là où sont leurs partisans. Mais à une voix près on choisit Tours, car la fédération de l'Indre et Loire est puissante et il semble possible de faire loger chez des camarades la plupart des délégués. A Tours on retient la salle du Manège qui n'a pas toutes les commodités nécessaires mais là encore les adhérents de la fédération d'Indre et Loire s'offrent pour l'aménager. Cette salle du Manège sera détruite par les bombardements allemand en 1940. Quant à la date du samedi 25 décembre au vendredi 31 c'est pour permettre aux fonctionnaires qui ont des congés, de pouvoir y assister et cela laisse le temps d'organiser les congrès fédéraux qui doivent se tenir avant. C'est donc à Tours que les socialistes français vont se retrouver.

D'un côté, ceux qui ont participé à l'Union Sacrée, qui se targuent d'avoir gagné la guerre et sauvé la France. Ils ne rêvent que de poursuivre la politique d'avant-guerre où, de victoires électorales en victoires électorales, les socialistes finiraient bien par gouverner la France.

De l'autre côté, ceux qui sont convaincus que cette démarche réformiste ne peut conduire qu'à la trahison et à la collaboration de classe. Ils ne rêvent que de rejoindre la troisième Internationale et préparer une révolution socialiste.

Sur de telles bases il est évident que le Congrès de Tours ne peut se solder que par une scission de la vieille SFIO. Beaucoup de militants redoutent cette éventualité et souhaitent que le vieux parti conserve son unité. Mais il semble que les dirigeants du Parti aient déjà intégré la scission comme une nécessité.

Reste à définir le programme du Congrès. Le premier jour devra être consacré à l'adoption des rapports statutaires. Le deuxième jour chaque tendance constituée aura la parole pour exprimer son avis sur l'adhésion à la III^{ème} Internationale. Tous les rapports et les conditions d'adhésions doivent être remis aux congressistes dès le premier jour.

Le Congrès est donc convoqué et à partir du mois de septembre, la presse socialiste va régulièrement publier les textes d'orientations et les motions émanant des différents courants du Parti.



Léon Blum au congrès de Tours © DR

Les motions

Fin octobre est publiée la Motion pour l'adhésion à la III^{ème} Internationale dite **Motion Cachin-Frossard** ainsi que la liste des premiers signataires.

Dans cette motion on peut lire :

« Il n'est pas possible que la classe ouvrière révolutionnaire de France, avec ses splendides traditions révolutionnaires, sa haute culture, son esprit de sacrifice et son magnifique tempérament combatif, ne crée pas un puissant parti communiste à l'heure où commence l'agonie de la société bourgeoise. »

Début novembre sort la « Motion » pour l'adhésion avec réserves à la III^{ème} Internationale » cette motion dite « **Motion Longuet** » émane du groupe des « Reconstructeurs ». Paul Faure sera un des premiers signataires. Les réserves portent principalement sur les droits de la minorité et la subordination du syndicat au Parti.

Fin novembre une troisième Motion, **la motion Blum** hostile à l'adhésion à la III^{ème} Internationale, est signé par Blum, Bracke, Mayéras et Paoli. Ils considèrent les 21 conditions comme inacceptables et refusent ce qu'ils appellent : la mainmise de Moscou sur l'Internationale.

Sont présentées également la Motion dite **Leroy-Heine**, que l'on classe à l'extrême gauche, qui reprend le texte de la motion Cachin-Frossard, tout en exigeant que dès la fin du Congrès on abandonne le terme de Parti Socialiste pour celui de Parti Communiste et une Motion **Pressemann** qui se situe entre la motion des Reconstructeurs et la motion Blum.

Les enjeux du débat paraissent clairs, mais avant le Congrès, diverses informations vont circuler et vont venir envenimer la discussion, notamment sur l'existence d'une 22^{ème} condition restée secrète portant sur l'interdiction d'être Franc-Maçon, une autre circule affirmant que le bureau de la III^{ème} Internationale exigerait l'exclusion de tous les Socialistes-démocrates et même des Reconstructeurs.



Yvonne Sadoul © DR

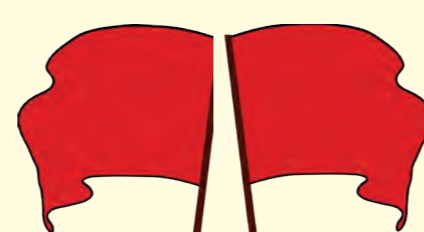
En novembre 1920 les fédérations départementales tiennent leurs congrès. Elles votent sur les motions et tel que le prévoit les statuts de la SFIO, désignent leurs délégués et les mandats dont ils sont porteurs, au prorata des voix obtenues par chaque motion.



Entrée Salle du Manège © DR



Congrès de Tours, la présidence. Citoyen Paoli, le président Jules Blanc, la Citoyenne Sadoul © DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

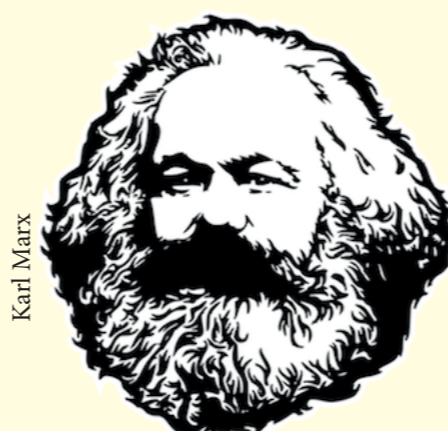
Le congrès de Tours

En décembre 1920 la SFIO compte 175.787 adhérents. Au congrès il y a 370 participants dont 12 femmes. 285 camarades ont le titre de délégués. Ils représentent 89 fédérations pour un total de 4575 mandats. Le groupe de la Motion Cachin-Frossard compte 160 délégués. Le groupe de la Motion Longuet-Faure compte 80 délégués. Le groupe de la Motion Blum- Paoli compte 60 délégués. Reste 70 délégués qui ne se sont pas déclarés. Plus de la moitié des délégués ont moins de 40 ans. Les ouvriers, employés et agriculteurs représentent 44.7% des délégués (dont 4.5% de fonctionnaires), Artisans et commerçants 18.1%, Enseignants 11.3%, Journalistes 11.3 % Professions libérales 9.4%. Non renseignés 9.6 %.

L'ouverture du congrès Premier jour, samedi 25 décembre 1920

Premier jour, samedi 25 décembre 1920
Lors des congrès fédéraux les discussions sont vives et les motions des Reconstructeurs et de Blum mènent une bataille politique acharnée. Pour autant au fur et à mesure des votes la tendance pour une adhésion à la III^{ème} Internationale se confirme. A l'ouverture du Congrès et aux regards des votes qui ont eu lieu, on sait que l'adhésion à la III^{ème} Internationale est acquise.

Dans la salle les murs sont décorés avec des portraits de Jean-Jaurès. Derrière la tribune sont accrochés deux banderoles, portant chacune une phrase de Karl Marx : « L'émancipation des travailleurs, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». « Proletaires de tous pays, unissez-vous ».



L'entrée du congrès ©Gallica

Modification de l'ordre du jour

Dès l'ouverture du Congrès les partisans de l'adhésion demandent une modification à l'ordre du jour pour traiter en priorité l'adhésion à la III^{ème} Internationale afin de ne pas perdre de temps avec des rapports moins importants que cette question.

Les minoritaires accusent les premiers de vouloir fermer toute discussion sur le bilan du Parti.

La modification de l'ordre du jour est approuvée.

Puis Frossard fait la proposition qu'avant d'entendre les représentants de chaque motion, un représentant de chaque fédération vienne exprimer en dix minutes les choix et l'état d'esprit de sa fédération.

Cette proposition est approuvée. Elle prend du temps mais donne une image précise de l'état du Parti.

Les réformistes et l'Union Sacrée y sont majoritairement condamnés.

L'adhésion à la III^{ème} Internationale y est défendue mais beaucoup expriment leur crainte d'un Parti qui perdrait son indépendance vis-à-vis de Moscou.

Enfin de nombreuses fédérations se refusent à des exclusions et ne souhaitent pas la scission qu'elles pressentent.

Dans les arguments les plus souvent exprimés en faveur de l'adhésion à la III^{ème} Internationale on trouve :

Le rejet du parlementarisme qui n'a pas fait la preuve de son efficacité

Le rejet du réformisme

Le rejet de l'Union Sacrée a volonté d'avoir un Parti mieux organisé et à l'écoute des militants

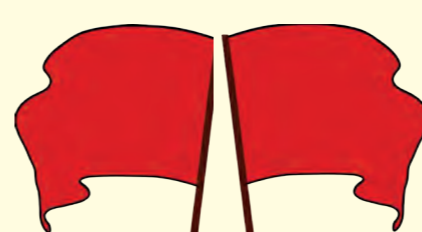
L'esprit révolutionnaire

L'influence de la révolution russe

Et enfin l'idée qu'en France la révolution est possible.



Délégués des Bouches du Rhône au Congrès de Tours- ©Gallica BNF



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Le congrès de Tours

2^{ème} journée dimanche 26 décembre

Les interventions des fédérations se poursuivent.

La parole est donnée au Camarade **Nguyen Ai Quoc, dit Ho Chi Minh** pour exposer la situation en Indochine :

Camarades, j'aurais voulu venir aujourd'hui collaborer avec vous à l'œuvre de révolution mondiale, mais c'est avec la plus grande tristesse et la plus profonde désolation que je viens, aujourd'hui, comme socialiste, protester contre les crimes abominables commis dans mon pays d'origine.

S'ensuit une description de la colonisation et de l'exploitation du peuple vietnamien par la France :

Nous voyons dans l'adhésion à la III^{ème} Internationale la promesse formelle du Parti socialiste de donner enfin aux questions coloniales l'importance qu'elles méritent.



Nguyen Ai Quoc, dit Ho Chi Minh © DR

Après avoir entendu les représentants des fédérations, la parole est donnée à **Marcel Sembat** qui ouvre la discussion générale. Après avoir évoqué longuement la conception qu'avait Jaurès du socialisme en France, il dit : *Je vous le répète une dernière fois pour que vous compreniez bien les sentiments qui nous animent : le rêve que vous formez d'après Moscou, vous êtes trop au courant de la liaison qu'il y a entre les événements et leurs conditions pour ne pas vous apercevoir que Moscou, c'est le résultat, de tout un ensemble de conditions spéciales à la Russie. ... Si vous faites la comparaison entre ceux-là et la situation actuelle en France, ne voyez-vous pas le contraste ? Je vous demande donc si vraiment vous croyez pouvoir appliquer en France les méthodes qui ont réussi à Moscou ?*

Paul Vaillant-Couturier lui répond (extrait) : *Entre la conception parfaitement admissible de Jaurès en 1914 et la conception de Moscou aujourd'hui, il y a eu la guerre, il y a eu le socialisme de guerre.*

Vaillant couturier fait là, référence à l'Union sacrée.

3^{ème} journée lundi 27 décembre

Marcel Cachin intervient pour la motion favorable à l'adhésion.

Il rappelle son voyage en Russie.

A ceux qui s'inquiètent de la brutalité des Bolchevick, il rappelle que la violence est une nécessité historique car la bourgeoisie ne laissera jamais le pouvoir de son plein gré.

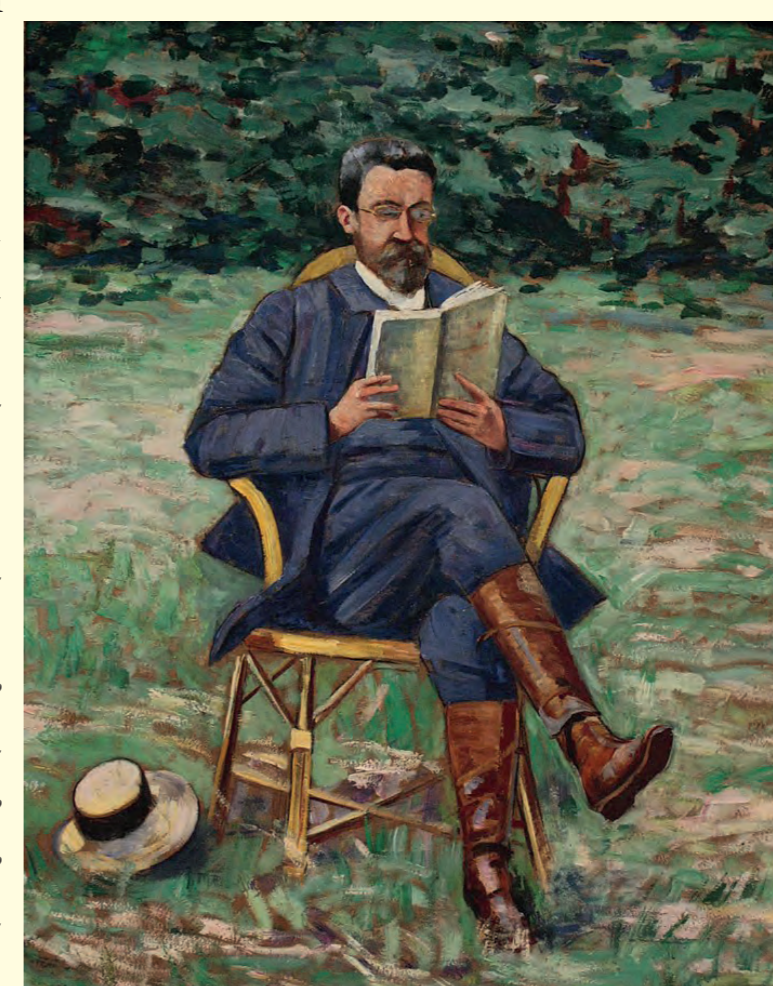
Évoquant ceux qui veulent l'affrontement immédiat et ceux qui ne le veulent jamais, il cite **Jules Guesde** : *je suis un insurgé permanent. Seulement je veux choisir mon heure.*

Puis il se livre à une analyse de la situation en Russie et défend la révolution en marche.

Il conclut en insistant sur le fait que la Révolution et l'édification du socialisme ne sont possibles en Russie que parce que le Parti bolchevick est un parti organisé, centralisé et discipliné et il souhaite que le Parti français s'inspire de cet exemple.

Enfin pour faire face aux critiques, il rappelle que pendant la guerre il a effectivement suivi la majorité du Parti et que pour lui les questions de défenses sont importantes mais devant la menace capitaliste de préparer une prochaine guerre, dont sûrement la Russie serait la victime, il invite le Congrès à *ne pas confondre défense de l'oligarchie capitaliste et défense nationale.*

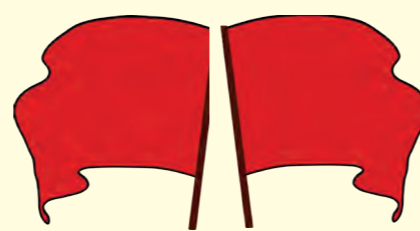
Contre la guerre qui monte, contre l'impérialisme triomphant, l'organisation prolétarienne a des devoirs de plus en plus précis d'action et d'éducation. Et à mes yeux, le premier de ces devoirs, c'est de venir se ranger immédiatement et d'enthousiasme aux côtés de la grande puissance du monde qui a engagé la lutte à mort contre l'impérialisme et qui chez elle l'a vaincu. Notre devoir c'est de signifier à la bourgeoisie notre volonté d'aller là-bas nous mettre côte à côte avec la révolution russe qui est présentement dans l'univers la forteresse essentielle contre l'impérialisme.



Georgette Agutte - Marcel Sembat Source Wikipédia



Jules Guesde ©DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Le congrès de Tours

3^{ème} journée, (suite)

La parole est à **Paul Faure**, qui représente la motion des Reconstructeurs favorables à l'adhésion mais sous réserves : Paul Faure ironise sur les 9 conditions devenues 21, sur la fin du droit de tendance et s'interroge sur ce que deviendront les minoritaires quand ils seront le quart du parti ou quand ils en seront à peine moins que la moitié. Il pense aussi que la mainmise du Parti sur le syndicat ne produira que la division syndicale. Il insiste sur le fait qu'affirmer que notre objectif est la révolution est le plus sûr moyen d'attirer sur nous la répression de la bourgeoisie.

Georges Leroy (Motion Leroy-Heine, Ext. G.) intervient pour défendre les 21 conditions, critiquant ceux qui voudraient n'en accepter que quelques-unes, il insiste pour dire qu'elles forment un tout indissociable.

Il déclare : *Il y a la guerre mondiale et ses conséquences ; il y a, ensuite, la faillite irrémédiable de la II^{ème} Internationale, qu'on ne discute plus ; il y a, enfin, la révolution russe. Je veux vous démontrer comment ces trois événements mondiaux ont fatalement, inévitablement, déterminé et doivent déterminer une nouvelle orientation du prolétariat international dans tous les pays.*

Intervention de **Léon Blum**.

Il confirme que les 21 conditions forment un tout cohérent. Il n'est donc pas question pour lui d'adhérer avec des réserves. *On adhère ou on n'adhère pas.*

Pour Blum l'erreur essentiel de ce parti nouveau c'est qu'il généralise à tous les pays, des caractéristiques qui ne sont pas universelles mais spécifiques à l'expérience russe.

Après avoir exprimé longtemps les raisons de ses désaccords, notamment sur l'organisation nouvelle du parti et le centralisme démocratique il conclut : *Un vote de majorité je le répète, ne changera rien à un cri de conscience assez fort chez nous pour étouffer ce souci de l'unité qui nous a toujours guidé..... Nous sommes convaincus jusqu'au fond de nous-même que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille Maison.*

De fait Blum annonce qu'il en est fini de l'unité du Parti et de nombreux orateurs vont lui en faire le grief. Blum s'en défendra en affirmant que dans les 21 conditions l'exclusion des réformistes est sous-entendue.

4^{ème} journée, mardi 28 décembre

La journée commence par une intervention de **Lebas** (motion Blum), qui s'insurge contre la condamnation du réformisme par la III^{ème} Internationale. Il affirme que : *si le réformisme c'est la croyance qu'il suffit d'accumuler des réformes pour que le capitalisme finisse par disparaître, alors nous sommes tous contre le réformisme. Mais si le réformisme c'est arracher des réformes à la bourgeoisie pour améliorer le sort des prolétaires en attendant qu'il soit possible de faire la révolution, alors il n'y a pas de contradiction entre réformistes et révolutionnaires.*

A la tribune on lit un télégramme envoyé par **Zinoviev** au nom de la III^{ème} Internationale:
Riga, le 24 décembre 1920.

« Chers camarades, c'est avec un plaisir extrême que le Comité exécutif de l'Internationale communiste suivra les travaux de votre Congrès, qui occupera sans aucun doute une place importante dans l'histoire du mouvement ouvrier français. »

Nous avons lu un projet de résolution portant les signatures des camarades Loriot, Monatte, Souvarine, Cachin, Frossard et autres. Sauf quelques points (la domination du Parti), nous pouvons nous solidariser avec cette résolution.

Nous avons lu ensuite un projet de résolution signé par Longuet, Paul Faure et autres. Cette résolution est pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière.

Les thèses approuvées par le 2^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste admettent certaines exceptions en faveur de réformistes qui se soumettront maintenant aux décisions de l'Internationale communiste et renonceront à leur opportunisme d'autrefois.

Le projet de résolution signé de Longuet et Paul Faure montre que Longuet et son groupe n'ont aucune envie de faire exception dans le camp des réformistes. Ils ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. Ce qui est le plus remarquable dans leur résolution, c'est moins ce qu'ils disent que ce qu'ils taisent. De la révolution mondiale, de la dictature du prolétariat, du système soviétique, Longuet et ses amis préfèrent, ou bien ne rien dire du tout, ou bien dire les plus banales ambiguïtés.

L'Internationale Communiste ne peut rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions. Le plus mauvais service qu'on puisse rendre dans les circonstances actuelles au prolétariat français est d'imaginer je ne sais quel compromis embrouillé qui sera ensuite un véritable boulet pour votre Parti.

Nous sommes profondément convaincus, chers camarades, que la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes et qu'elle créera enfin à Tours le vrai Parti communiste un et puissant, libéré des éléments réformistes et semi-réformistes. C'est en ce sens que nous saluons votre Congrès et que nous lui souhaitons le succès.

Vive le Parti communiste de France ! Vive le prolétariat français ! »

Signé : Le Comité exécutif de l'Internationale communiste »



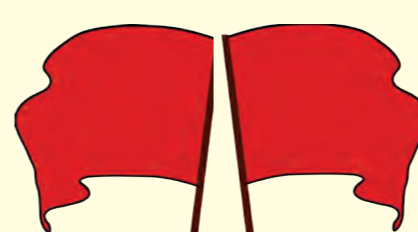
Zinoviev ©DR



Frossard © DR



Photo Henri Manuel
Paul FAURE, député de Saône-et-Loire
Maire de Créteil. — Secrétaire général du Parti Socialiste S. F. I. O.



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Le congrès de Tours



Clara Zetkin ©DR

4^{ème} journée, (suite et fin)

Intervention de Frossard :

Il exprime sa crainte devant l'éclatement du Parti ; Il rappelle les raisons de la faillite de la IIème Internationale et de la SFIO. Il affirme que la révolution en France, sans être immédiate, est possible et qu'il est du devoir des socialistes de s'y préparer. C'est en ce sens qu'il est favorable à la construction d'un nouveau parti.

Puis s'agissant des 21 conditions il précise :

« Les conditions, comment faut-il les entendre, Camarades ? Si on les considère comme autant d'obstacles dressés à plaisir sur la route par Moscou pour empêcher l'adhésion à la III^{ème} Internationale, il est de toute évidence que l'accord entre nous ne s'établira pas aisément. Si au contraire, on veut bien se rendre compte que les conditions sont des moyens que nous propose l'Internationale communiste pour adapter notre Parti aux conditions de la lutte révolutionnaire, alors l'examen des conditions devient une chose aisée ».

Puis d'affirmer que pour **Zinoviev** lui-même, il était moins question de les appliquer à la lettre que de faire en sorte que le Parti devienne un parti révolutionnaire.

En conséquence il estime notamment que sur trois de ces conditions il faudra les appliquer en fonction de la spécificité de l'histoire française. Il s'agit de l'indépendance syndicale qui devra être maintenue, de la direction clandestine qui n'est pas dans nos traditions et enfin du droit des minorités qui devra être respecté, même s'il semble admettre que le journal *L'humanité* ne pourra pas être le lieu où s'étaleraient nos différences mais le reflet de la position majoritaire du Parti.

Au milieu de la journée le Président interrompt les débats, le Congrès est plongé dans l'obscurité puis les lumières se rallument.
A la tribune : **Clara Zetkin**, dont on avait dit qu'elle n'avait pas pu obtenir son visa et que toutes les polices recherchent activement. Les délégués l'acclament.

Extrait du discours de **Clara Zetkin** :

Pour aller en avant, il faut construire l'unité solide d'un parti centralisé et fortement discipliné, en donnant son adhésion franche et nette à la Troisième Internationale, en formulant l'expression la plus nette de la volonté que vous avez de faire une politique révolutionnaire, au lieu d'une politique de compromission et de honte, une politique de renégats, de faiblesse et d'hésitation. Il faut donner votre adhésion pure et simple, nettement, à la III^{ème} Internationale, pas seulement à ses principes, à sa tactique, mais aussi à ses conditions.

A la fin de son discours elle est ovationnée.

Puis la lumière s'éteint de nouveau quelques secondes **Clara Zetkin** a disparu. Elle rejoindra l'Allemagne sans que la police réussisse à l'intercepter.

Frossard reprend la parole, il évoque le traité de Versailles qui étrangle l'Allemagne :

Songez à ce que peut devenir demain la situation du prolétariat allemand. Si l'Allemagne, qui n'est pas encore, comme nous le désirons, l'Allemagne de la révolution socialiste, si l'Allemagne résiste à ceux qui veulent obtenir l'exécution intégrale du traité de Versailles, si elle se refuse à certaines obligations du traité de Versailles, prenez garde. Il pourra apparaître au prolétariat d'Allemagne que par cette résistance le gouvernement bourgeois sert non seulement les intérêts de la bourgeoisie allemande, mais aussi, malgré lui mais quand même, les intérêts du prolétariat d'Allemagne et alors si de ce conflit possible la guerre pouvait surgir, est-ce que vous ne sentez pas que la situation du prolétariat d'Allemagne serait tragique ?

Puis revenant sur l'unité du parti, il affirme qu'à l'issue du congrès aucune exclusion ne sera prononcée. Si des exclusions devaient intervenir ce ne serait que plus tard et s'il devait y avoir des manquements à la discipline du nouveau Parti.

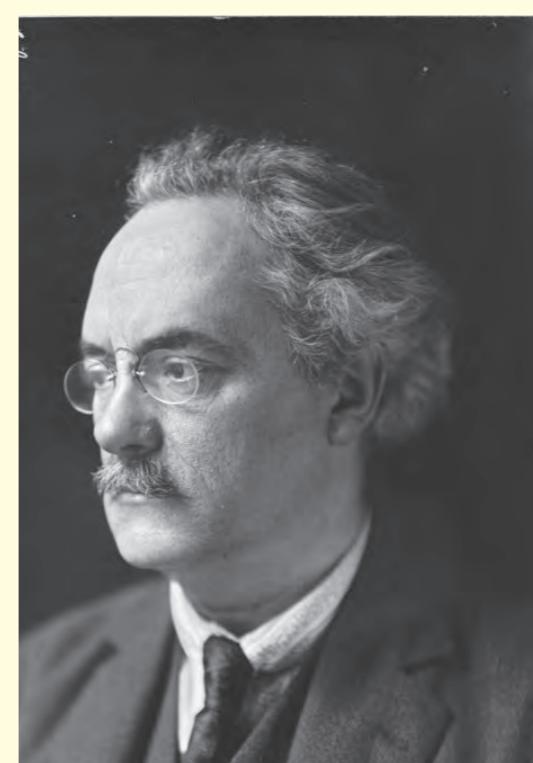
Intervention de **Jean Longuet** : (motion des reconstructeurs)

Il revient sur l'unité du Parti qui pour lui est essentiel. Il pense que **Cachin et Frossard** en allant à Moscou n'ont pas bien compris leur mission : *On avait chargé Cachin et Frossard, non pas d'une négociation entre les Français et les Russes, non pas la conclusion d'une alliance franco-russe, mais l'examen des conditions dans lesquelles toutes les forces socialistes révolutionnaires placées en dehors de la III^{ème} Internationale pourraient y rentrer.*

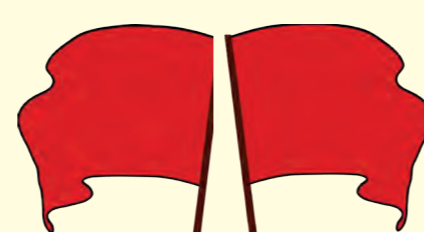
Pour Longuet les exigences de Moscou vont aboutir à ce que partout dans le monde les forces socialistes se trouveront divisées. L'erreur des Russes et de la III^{ème} Internationale c'est qu'ils ne connaissent pas la réalité des pays européens.



Congrès de Tours de gauche à droite, Vaillant-Couturier, Frossard ©Gallica BNF



Jean Longuet ©DR BNF



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2
A

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Le congrès de Tours

5^{ème} journée, mercredi 29 décembre

C'est toujours Longuet qui parle.
Il revient sur l'unité du Parti et accuse autant Blum que Frossard d'en faire peu de cas.
Et de conclure en paraphrasant Blum : *Si nous voulons garder la vieille maison n'en sortons ni les uns ni les autres.*

Intervention de Paul Vaillant-Couturier



Il s'adresse prioritairement à Longuet et aux Reconstructeurs, qui après avoir soutenu sous réserve l'adhésion à la III^{ème} Internationale, semblent estimer maintenant que leurs réserves sont incompatibles avec l'adhésion.

Il confirme que le Parti qu'il entend construire se justifie par la nécessité de faire la révolution et que dans cet esprit il invite les minoritaires à rester mais à cesser de faire du Parti le lieu d'un affrontement permanent. Face à la bourgeoisie il entend que l'on parle d'une seule voix. Quant aux minoritaires qui ont décidé de partir, il ne doute pas que la bourgeoisie saura les accueillir comme il se doit et qu'on ne tardera pas à les couvrir de fleurs.

A la fin du discours de Vaillant-Couturier, le Camarade **Mistral** aux noms des Reconstructeurs prend la parole et propose une motion où en réponse au télégramme de Zinoviev, le congrès s'engage quel que soit le résultat du vote sur l'adhésion à la III^{ème} Internationale, à n'exclure personne.

Immédiatement le débat s'engage pour clarifier si oui ou non l'adhésion à la III^{ème} Internationale va conduire le nouveau parti à se séparer des camarades qui ont des doutes sur cette ligne. Sans que ce débat soit clos plusieurs voix s'élèvent pour que l'on en reste là et qu'on passe au vote sur les motions d'adhésion.

Les Reconstructeurs insistent : si la motion de Mistral n'est pas acceptée ils quitteront le Parti.

Frossard propose que l'on vote sur les résolutions et qu'ensuite on examine la motion du Camarade Mistral et la réponse qu'il convient de donner au télégramme de Zinoviev.

Blum intervient pour dire qu'au vu des discussions, il est évident que sa motion sera rejetée, donc il la retire et il précise qu'à partir de ce moment, lui et ses amis ne participeront plus à la discussion ni à aucun vote.

A cet instant tout le monde a compris que Blum vient d'officialiser la scission.

Comme l'a proposé Frossard on passe au vote sur les motions d'adhésion.

Résultat du vote :

Motion Cachin-Frossard pour l'adhésion à la III^{ème} Internationale
3208 mandats

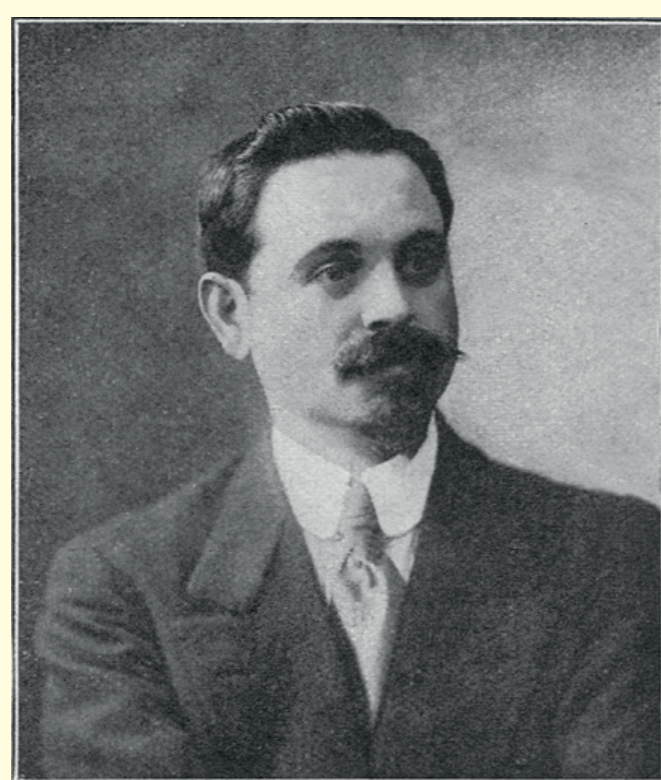
Motion Longuet pour l'adhésion sous conditions
1022 mandats

Abstention (ce sont les camarades favorables à la motion Blum qui a été retirée)
397 mandats

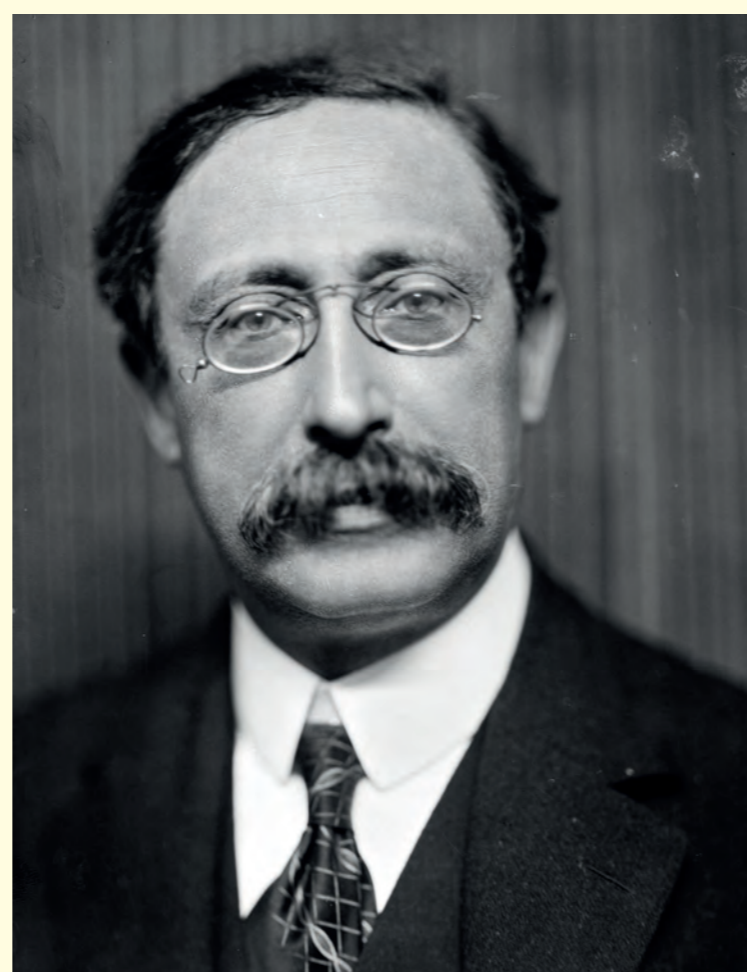
La Motion Leroy-Heine qui finalement demande à ce que leurs voix soient comptabilisées avec celles de la motion Cachin-Frossard
44 mandats

Motion Pressemane (intermédiaire entre les motions Longuet et Blum)
60 mandats

A la suite de la proclamation des résultats les militants favorables à la motion majoritaire se lèvent et entament l'Internationale, les autres restent assis. Puis ceux qui étaient assis se lèvent et chantent à leur tour. Alors les majoritaires chantent avec eux.



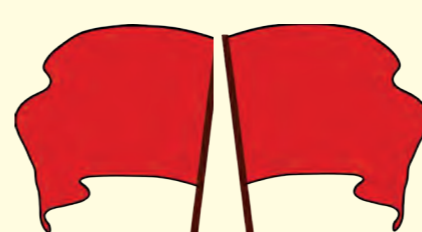
Adrien Pressemane DR



Léon Blum DR



Marcel Cachin DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO2
A

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Le congrès de Tours

5^{ème} journée suite

Le vote ayant été proclamé, **Manier** pour les Reconstructeurs monte à la tribune et donne lecture d'une nouvelle version de la motion Mistral :

Le Congrès profondément ému par le télégramme du Comité exécutif de la III^{ème} Internationale et les violentes polémiques qu'il contient, déclare se refuser à s'engager dans la voie des exclusions demandées par ce télégramme, et proclame sa volonté de maintenir intact l'unité actuelle du Parti socialiste.

Daniel Renault pour les majoritaires affirme que le télégramme de Zinoviev n'implique pas qu'il doit être procédé à des exclusions. Ce télégramme est une critique théorique des politiques passées. Mais à partir de maintenant tous les camarades qui acceptent le vote majoritaire et la discipline du Parti, y ont leur place. Donc il n'y aura pas d'exclusion et la motion proposée ne serait qu'une manœuvre pour tenter de mettre les socialistes français en opposition avec la III^{ème} Internationale.

Longuet intervient pour dire que le télégramme de Zinoviev le traite d'agent de la bourgeoisie ce qui est inacceptable

Frossard reprend la parole et il affirme que si Zinoviev a dit que Longuet était un agent de la bourgeoisie, lui Frossard ne partage pas cet avis. Mais s'il se refuse à voter la motion des Reconstructeurs c'est qu'il parle de l'unité actuelle du Parti socialiste et ça, pour lui, c'est une référence au passé, et ce Parti qui n'a pas été capable de s'opposer à la bourgeoisie, nous n'en voulons plus. Et de conclure :

Camarades de la reconstruction : Restez avec nous ! je le proclame : vous êtes autant que nous des bons ouvriers du Socialisme international. Restez avec nous, ô vous qui avez lutté dans les conditions les plus difficiles. Restez avec nous, je vous le demande. Restez avec nous pour l'avenir du Socialisme international.

Paul Faure intervient pour dire qu'il croit en la sincérité de Frossard mais qu'il reste méfiant vis-à-vis des Camarades de Moscou et que, ne pas les condamner aujourd'hui clairement, est un risque pour demain.

Vaillant-Couturier vient dire que l'entêtement des Reconstructeurs n'est pas à la hauteur de l'enjeu.

Un délégué propose que les Reconstructeurs enlèvent le mot « actuelle » de leur motion, Longuet s'y refuse.

A l'évidence le vote d'adhésion à la III^{ème} Internationale étant acquis et les partisans de Blum ayant annoncé leur départ, l'enjeu est maintenant de savoir qui portera la responsabilité de la rupture et lequel des deux partis pourra se targuer de la légitimité socialiste

Cachin prend la parole et admet qu'il y a une certaine brutalité dans les propos de Zinoviev mais les camarades russes confrontés à la difficulté de la révolution qu'ils sont en train de faire ont parfois des outrances qu'il faut comprendre.

Blum intervient pour dire qu'en fin de compte il accepte de participer au vote et qu'il approuve la motion des Reconstructeurs.

Après bien des interventions le Congrès passe au vote :

Motion Mistral (les Reconstructeurs) veut que l'on condamne le télégramme Zinoviev
1 398 mandats

Motion Daniel Raoult (les majoritaires) qui ne condamne pas le télégramme Zinoviev
3 247 mandats

Abstentions
172 mandats

A la suite du vote, **Paoli**, pour la motion Blum fait une déclaration :

..... Les conséquences de l'adhésion sans réserve et sans garanties à la III^{ème} Internationale crée un parti entièrement nouveau. Nouveau par sa doctrine, nouveau par sa tactique, nouveau par ses règles d'organisation et de discipline..... nous laissons donc le premier Congrès communiste tenir ici ses assises. Le Congrès du Parti socialiste (SFIO) continuera ses travaux dans la salle Démophile. Y sont invités tous les délégués qui n'acceptent pas les résolutions du Congrès de Tours transformant le Parti en Parti communiste.

Frossard reprend la parole, déplore le départ de certains et déclare : *Maintenant le véritable travail de préparation révolutionnaire va être possible et fécond.*

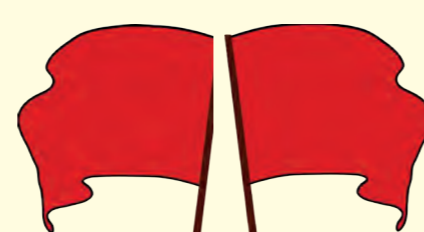
La séance est levée il est 2 heures 45 du matin.



Paul Faure ©DR



Entrée de la Salle des Manèges DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Le congrès de Tours

6^{ème} journée, jeudi 30 décembre

Le débat est consacré à la situation de chaque fédération après la scission et à l'examen des rapports statutaires, même si vu les circonstances, certains de ces rapports manquent singulièrement d'intérêt. S'agissant des fédérations il est décidé qu'elles doivent se réunir rapidement. Pour celles ayant voté comme la majorité pas de problème d'organisation. Pour celles ayant voté comme la minorité il sera nécessaire de créer une nouvelle fédération.



Alexandre Blanc ©DR

Sur 96 Fédérations 89 se sont prononcées majoritairement pour l'adhésion. Alors que sur 68 parlementaires de la SFIO, 13 seulement s'apprentent à rejoindre la III^{ème} Internationale.

Puis il est procédé à l'élection des organes de direction du Parti. Frossard donne la liste des camarades qui ont été retenus et précise que ce sont ces camarades qui auront la charge d'élire le secrétaire général du Parti, le secrétaire international et le directeur du journal L'Humanité.

Sont proposés pour le comité directeur, les 24 camarades suivants :

Alexandre Blanc, Joseph Boyet, René Bureau, Joseph Cartier, Marcel Cachin, Antonio Coen, Amédée Dunois, Eugène Dondicol, Albert Fournier, Ludovic-Oscar Frossard, Henri Gourdeaux, Ker (Antoine Keim), Georges Lévy, Fernand Loriot, Lucie Leiciague, Paul-Louis (Paul Lévy), Victor Méric, Charles Rappoport, Daniel Renault, Louis Sellier, Georges Servantier, Boris Souvarine, Albert Treint, Paul Vaillant-Couturier ;

ainsi que 8 suppléants : Emile Bestel, Marthe Bigot, Jules Hattenberger, Paul Laloyau, Pierre Mercier, Marthe Pichorel, Henri Palicot, Henri Rebersat.

Ces propositions sont votées à l'unanimité.

Le 4 janvier 1921 c'est Louis Oscar Frossard qui sera élu Secrétaire Général du Parti.



Charles Rappoport ©Gallica DR

Puis Paul Vaillant-Couturier vient lire la déclaration finale du Congrès.

Elle commence ainsi : *Le Congrès de Tours marquera une date historique dans la vie longue déjà et glorieuse du socialisme en France. S'il restaure parmi nous les conceptions traditionnelles de Marx et d'Engels, les doctrines jadis consacrées et trop souvent désertées dans la pratique, il adapte en même temps aux nécessités des temps nouveaux, aux obligations impérieuses que nous assigne la crise révolutionnaire mondiale, les méthodes de préparation et d'action qui doivent désormais prévaloir.*

Et se termine par :

Que notre Parti soit grand ! Que notre parti soit fort et discipliné, maître à la fois de ses militants et de ses élus ! Que dans l'Internationale, relevée à l'ombre de la première des grandes révolutions sociales, il soit digne de son passé, digne de Babeuf, digne des hommes de Juin 1848, digne de la Commune, digne de Jaurès, digne de l'avenir glorieux qui s'offre à nous ! Le combat continue plus ardent et plus ample. Il ne s'agit point d'émeutes et d'aventures. En travailleurs, toujours équipés avant l'heure de l'offensive, nous creuserons nos parallèles de départ, toujours à l'affût d'un ennemi que nous savons implacable et préparé.

Que la décision de Tours soit l'ordre suprême pour tous les prolétaires français !

Que l'adhésion à la III^{ème} Internationale retentisse à travers le monde comme l'annonce des grands changements prochains !

Vive le socialisme Révolutionnaire Français !

Vive l'Internationale Communiste !

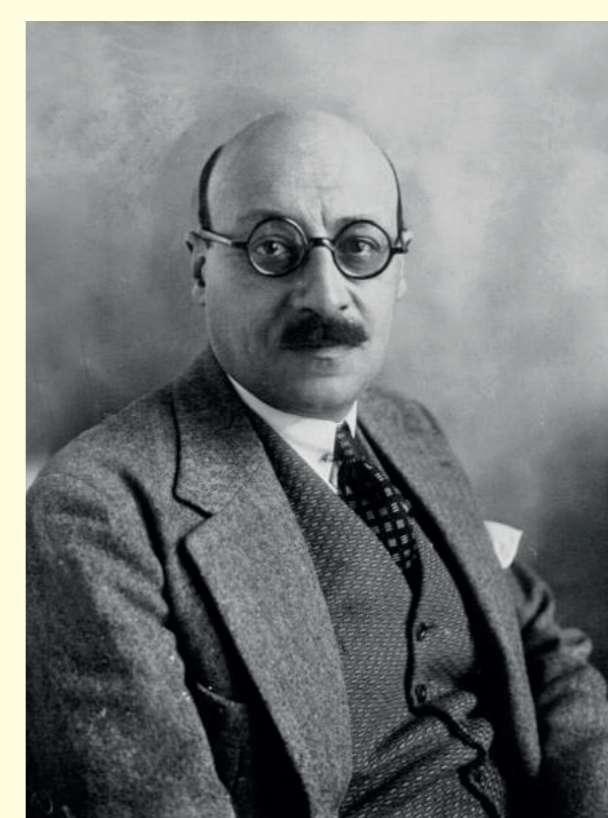
Au même moment une rencontre a lieu entre les partisans de Blum et ceux de Longuet qui décident de poursuivre entre eux le Congrès du Parti socialiste.

Dès l'ouverture des travaux **Paul Faure** insiste pour que ce Parti socialiste maintenu n'apparaisse pas comme une déviation de droite. Blum, Longuet et d'autres délégués approuvent et affirment que le Parti socialiste reste fidèle à son histoire et à la pensée de Jean Jaurès ; qu'il est un parti de classe opposé à l'État bourgeois, repoussant toutes compromissions et ministérialismes.

Paul Faure est élu secrétaire Général sous les acclamations.

Mistral prononce le discours de clôture.

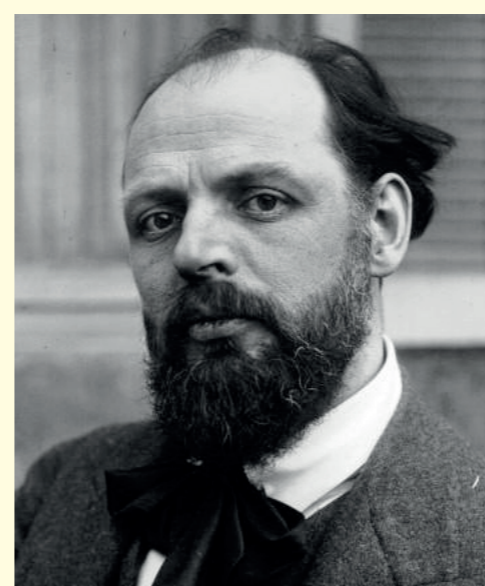
Il dit : *Si nous devons regretter les événements qui viennent de se dérouler, nous devons aussi conserver l'espoir que reviendront bientôt dans la Maison ceux qui n'auraient jamais dû la quitter.*



Frossard ©DR



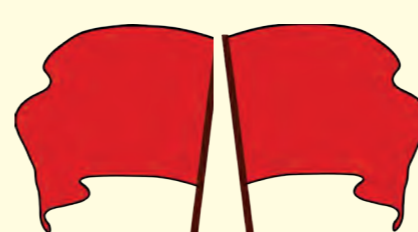
Eugène Dondicol ©DR



Amédée Dunois ©DR



Albert Fournier ©DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2
A

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

De la CGT à la CGTU

La CGT dans la guerre

Tout comme le mouvement politique, le syndicalisme est impacté par les conséquences de la guerre de 14-18.

En 1912 la CGT compte 700.000 adhérents, **Léon Jouhaux** en est le Secrétaire général. Dans tous ses congrès la CGT s'engage pour la paix et affirme que les travailleurs doivent s'opposer à toutes tentatives de guerres impérialistes.

Le 27 juillet 1914 la CGT appelle à une grève générale pour refuser la guerre.

Le mouvement ne sera pas suivi.

Au moment de la déclaration de guerre, la majorité des dirigeants de la CGT, **Léon Jouhaux** en tête se rallient à l'Union sacrée au nom des intérêts supérieurs de la patrie.

Cela revient à affirmer que l'intérêt national prime sur l'intérêt de classe et qu'une alliance entre exploités et exploités est possible en cas de conflit.

Cette position va être refusée par un certain nombre de militants de la CGT. La direction de **La Vie Ouvrière** dont **Monate** et **Rosmer**, expriment leur désaccord et continueront pendant toute la durée du conflit de dénoncer cette guerre impérialiste.

Le conflit que l'on espérait court se prolonge et la France s'installe dans une guerre difficile avec son lot de drames et de sacrifices.

Lorsqu'en 1917, parviennent les échos de la révolution russe, pour beaucoup de travailleurs, cela sonne comme un espoir et de plus en plus, ils prennent conscience que l'Union sacrée les a conduits à la catastrophe.

L'année 1918 a été particulièrement éprouvante. Des centaines de milliers d'hommes meurent sur le front et des jeunes mal préparés partent les remplacer.

Suite aux mutineries et aux mouvements de fraternisations, la dictature militaire se renforce et à l'arrière la misère s'accroît.

En avril 1918, il y aura plusieurs mouvements de grève notamment dans la métallurgie.

Le 1^{er} mai 1918, 100.000 travailleurs défilent dans Paris, le gouvernement recule.

Les revendications portent sur les salaires et les manifestants exigent la Paix.

A Saint-Étienne les femmes se couchent sur les rails pour empêcher les départs pour le front.

A la fin de la guerre, le peuple compte ses morts, il y aura 1 million 700 mille tués, 1 million d'invalides.

Beaucoup de démobilisés ne trouvent pas d'emploi. Les salaires sont extrêmement bas et la durée légale du travail n'est plus respectée.

À la CGT la situation est tendue entre les majoritaires qui ont participé à l'Union sacrée et les minoritaires qui ont combattu cette union et aspirent aujourd'hui à un syndicalisme résolument révolutionnaire.

Pierre Monatte 1915 © DR



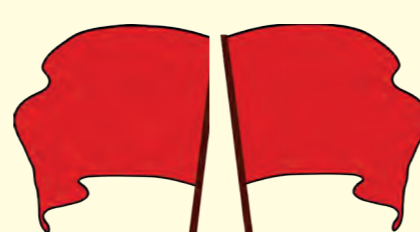
Une société à l'épreuve de la guerre ©DR



Les mutineries durant la grande guerre ©DR



Fraternisation sur le front ©DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2
A

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

De la CGT à la CGTU

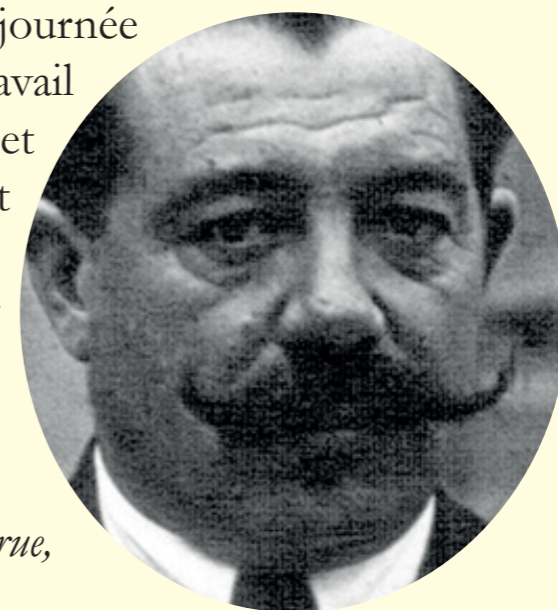
Un programme pour la France

En 1918 la CGT sort un programme pour relancer le pays. Ce programme exige la journée de 8h, la protection de la main d'œuvre féminine et de meilleures conditions de travail et de sécurité. Le programme revendique le principe « à travail égal, salaire égal » et la reconnaissance du droit syndical. Mais surtout ce programme avance l'idée que l'État doit procéder à la nationalisation de secteurs entiers de l'économie :

La réorganisation économique ne pourra produire tous ses effets utiles que si la nation reprend, maintient ou établit son droit social sur la propriété des richesses collectives et des moyens de les produire et de les échanger.

Et la CGT de conclure :

Nous devons nous orienter vers une action positive et ne pas être seulement capable de faire une émeute de rue, mais de prendre en mains la direction de la production.



Marcel Bidegaray ©DR

Pour les minoritaires, ceux qui ont combattu l'Union sacrée et qui pensent que le capitalisme est affaibli, que le moment est venu pour s'engager dans la préparation d'une révolution comme celle qui a eu lieu en Russie, ce programme, même s'il comporte des avancées, est vu comme une énième tentative de la direction de la CGT de venir au secours du capitalisme.

Ce programme s'inscrit dans la suite de l'Union Sacrée et tente de faire croire que sans changer la nature du régime il serait possible d'améliorer significativement le sort des travailleurs. Cette illusion ne peut que freiner la combativité du prolétariat.

Ces arguments rencontrent un écho favorable chez les salariés, surtout auprès de jeunes syndiqués qui adhèrent en grand nombre à la CGT.

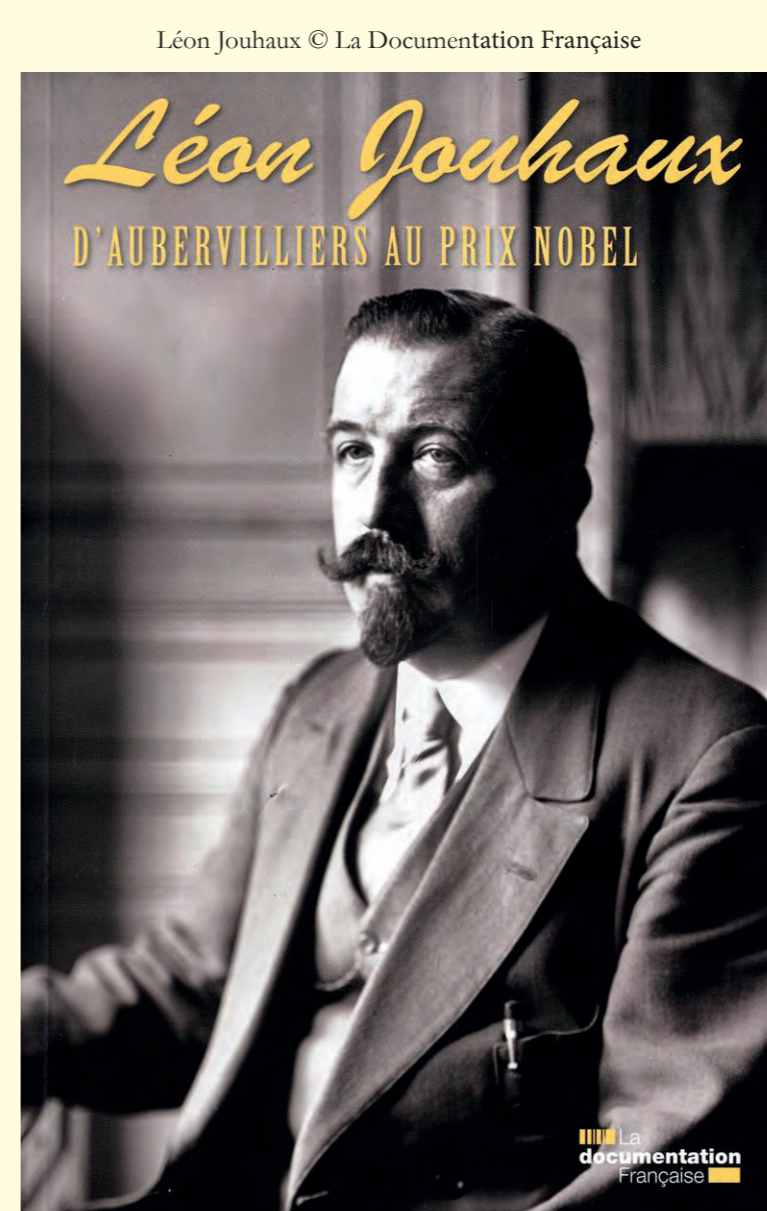
En 1919 la CGT compte 1.200.000 adhérents, ils seront le double en 1920.

Le 23 avril 1919, suite à une grève massivement suivie, le gouvernement vote la journée de 8h.

Le 1er mai 1919, on compte 500.000 manifestants.

C'est aussi en 1919 qu'est créée la CFTC. Jusqu'à présent les travailleurs chrétiens hésitaient à rejoindre une CGT très anticléricale.

Si au Congrès de Lyon en 1919 les minoritaires représentent un peu plus de 15% des mandats, ils en auront 33% au congrès d'Orléans en 1920 et ils gagnent des Unions départementales comme celle de la Seine ou des fédérations importantes comme celle des cheminots où **Gaston Monmousseau** remplace **Marcel Bidegaray**, un fidèle de Léon Jouhaux.



Léon Jouhaux © La Documentation Française

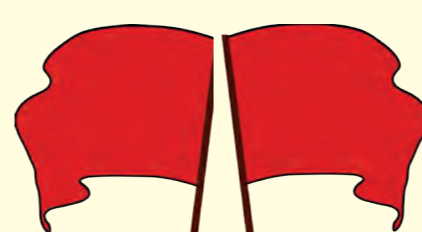
documentation Française



Une avancée. 23 avril 1919, les huit heures dans la loi © DR



Gaston Monmousseau ©DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2021

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

De la CGT à la CGTU

La grève de 1920

Fort de ces succès les minoritaires s'organisent et fondent les « Comités Syndicaux révolutionnaires ».

La direction confédérale condamne ces comités et exige des sanctions contre ceux qui les animent.

En janvier 1920 la tension monte chez les cheminots, pour les salaires et contre les sanctions. Une grève démarre mais très vite Marcel Bidegaray, au nom de la CGT, négocie la reprise.

Dés le 1er mai la grève repart.

La direction confédérale exige que la fédération des cheminots, dirigé maintenant par un minoritaire Gaston Monmousseau, abandonne la direction de la grève et s'en remette à la confédération.

Léon Jouhaux, Secrétaire général de la CGT prétend que celle-ci, en tant que représentante de tout le monde du travail, ne peut soutenir une grève que si ses buts concernent tout le mouvement. Il propose donc que la nationalisation soit le premier objectif de la grève.

La CGT appelle alors à la nationalisation des chemins de fers mais passe sous silence les revendications spécifiques des cheminots. Elle appelle les autres professions à rejoindre la grève.

De partout des milliers de salariés se mettent en grève, dans la métallurgie, les docks, le textile, le commerce, ...

Bientôt on comptera des centaines de milliers de grévistes.

La réaction du pouvoir ne se fait pas attendre, le gouvernement mobilise l'armée pour remplacer les grévistes et organise la répression.

La direction de la CGT hésite devant l'ampleur de la répression.

Lors de la réunion des 20, 21 et 22 mai, deux courants s'affrontent à la direction de la CGT : il y a ceux qui veulent poursuivre la grève et appelle à une mobilisation générale dans tout le pays et ceux qui pensent, que face à la répression, le rapport de force n'est pas favorable et qu'il faut reprendre le travail.

Finalement la direction confédérale appelle à la reprise du travail.

Les cheminots s'y refusent et 200.000 restent en grève.

Le gouvernement fait alors emprisonner la direction de la fédération des cheminots pour atteinte à la sûreté de l'État.

Profitant de l'emprisonnement de Gaston Monmousseau, Marcel Bidegaray reprend la direction de la fédération et le 29 mai il annonce la reprise du travail sans qu'aucune revendication n'ait été satisfaite.

20.000 cheminots sont révoqués pour fait de grève et partout le patronat durcit ses positions.

Cette échec va être durement ressenti par les travailleurs et freinera durablement l'action syndicale.

Libéré, **Gaston Monmousseau** est réélu à la tête de la Fédération. Marcel Bidegaray refuse de se plier et monte une fédération dissidente.

La Confédération reconnaît cette nouvelle fédération sans pour autant exclure l'autre dont **Pierre Semard** est devenu le Secrétaire général.



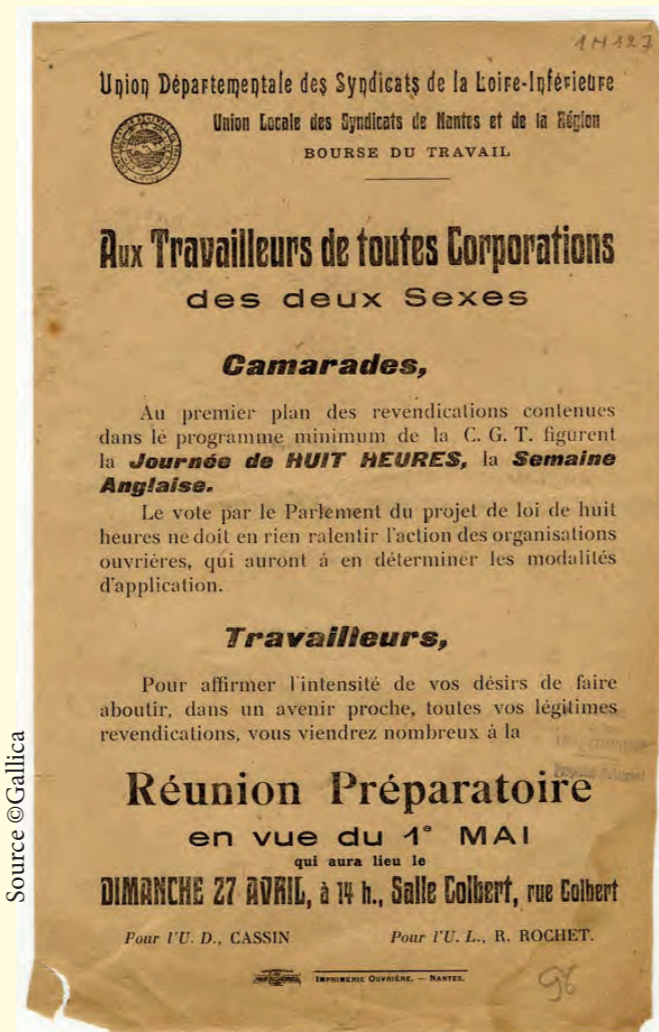
Pierre Semard - Source IHS CGT



Source ©Gallica



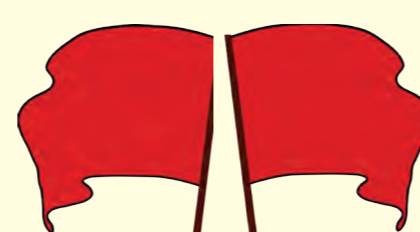
Source ©Gallica



Source ©Gallica



Source ©Gallica



1920 1921

De la CGT à la CGTU

Le temps des exclusions



Manif CGT © Collection particulière



Congrès Saint-Etienne création de la CGTU

Au Congrès de Lille en juillet 21, la majorité obtient 1556 voix et les Minoritaires 1548.
A l'évidence la progression des minoritaires est inexorable et la direction se sent menacée.

A ce Congrès, **Gaston Monmousseau** déclare :

... Il semble que nous arrivons au moment où le syndicalisme doit tourner une page de son histoire, l'histoire de tout un passé de guerre qui va s'effacer.

Au cours des événements et depuis 1914, il y a eu une déviation redoutable de l'esprit syndicaliste révolutionnaire. 1914, point de départ d'un état d'esprit tout à fait particulier, on a laissé de côté l'intérêt de classe, l'intérêt ouvrier, pour le fondre dans l'intérêt national. On a repris la formule, on l'a fait rouler de congrès en congrès et elle s'est transformée maintenant en intérêt général. A la CGT on ne discute plus de l'intérêt de classe, on cause de l'intérêt général ; on n'établit pas des programmes sur les intérêts des ouvriers, au nom des intérêts des ouvriers, on établit des programmes au nom de l'intérêt général.

Le voilà, le trouble dans les principes et dans les idées. C'est cela qui nous sépare ...

Le 21 septembre la direction de la CGT renouvelle sa condamnation des CSR (Comités Syndicaux Révolutionnaires) et précise que les organisations qui refusent de s'incliner devant les décisions prises, se mettent délibérément en dehors de l'unité ouvrière.

La menace est rapidement mise à exécution : là où la direction détient la majorité, les minoritaires sont exclus. Dans les organismes, fédérations ou Union départementales où ce sont les minoritaires qui dirigent, la CGT crée de nouvelles fédérations ou de nouvelles Unions départementales et exclu les anciennes structures.

Le 23 décembre 1921 les exclus qui représentent pas loin de 360.000 syndiqués se réunissent en Congrès et demande une dernière fois à la CGT de revenir sur les exclusions. La CGT s'y refuse. La division du mouvement syndical est définitivement actée.

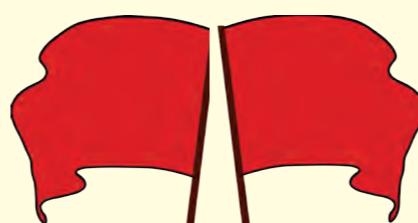
Réunis de nouveau en Congrès le 25 juin 1922 à Saint-Étienne les minoritaires constituent une nouvelle centrale syndicale la CGTU.

Le mouvement syndical qui depuis sa création avait fait de l'unité de la classe ouvrière sa priorité, se retrouve divisé et pour longtemps. Cela ne sera pas sans conséquence car dès lors les deux centrales vont s'ignorer quand elles ne se combattront pas.

Les militants de la CGTU et ceux de l'Internationale Communiste de la SFIC, ne peuvent que constater leur accord de vue jusqu'à déboucher sur une quasi fusion directionnelle pour une orientation révolutionnaire.



Les grèves en 1920 © DR



INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
DU VAL DE MARNE

COM
EXPO 2

C&E
Culture et Entreprise
Maison des syndicats - 11 rue des Archives
94010 Créteil - 06 09 48 42 85
cultureentreprise@orange.fr

1920 1921

Les acteurs de l'histoire

Zinoviev Grigori



Né le 8 septembre 1883 en Russie, fusillé le 25 août 1936 à Moscou. Il participe activement à la révolution de 1905. Poursuivi par la police, il quitte la Russie de 1908 à 1917. Il rejoint Lénine à Genève et devient son bras droit jusqu'en 1912. En 1917 il rentre avec Lénine à Moscou. Partisan d'un rapprochement entre Bolcheviks et Mencheviks il n'est pas favorable au recours à la lutte armée. Lors de la création de la troisième Internationale (Le Komintern), en 1919 il en devient le Secrétaire Général. Son influence sera déterminante dans l'évolution des partis communistes européens. A la mort de Lénine, Zinoviev contribue à évincer Léon Trotsky du pouvoir, s'associant à Kamenev et Staline pour former une troïka. Au début des années trente il s'oppose à la stalinisation du régime soviétique. condamné à mort lors du premier procès de Moscou, il est exécuté le lendemain du jugement, le 25 août 1936.

Zetkin Clara, née Eissner Clara, N Clara



Née le 5 juillet 1857 à Wiederau (Saxe), morte le 20 juin 1933 à Moscou ; institutrice ; députée au Reichstag ; membre du Comité exécutif de l'International communiste, présidente du Secours rouge international.

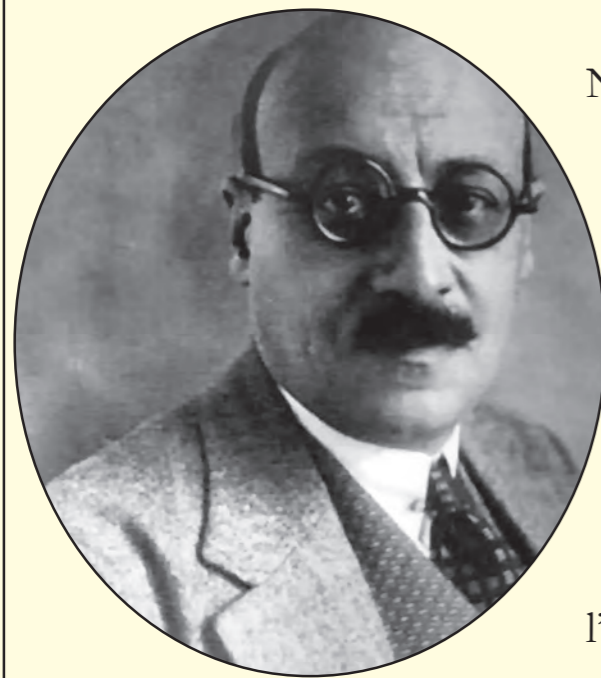
Militante révolutionnaire, féministe elle sera membre du SPD (Parti Social-Démocrate d'Allemagne), sera expulsée d'Allemagne, vivra en Suisse puis à Paris. En 1889 elle participe à la fondation de la IIème Internationale. Elle rentre en Allemagne en 1892. En 1907 elle organise la première conférence Internationale des femmes socialistes. Elle est à l'origine de la journée Internationale des femmes qui sera fixée au 8 mars.

Militante pacifiste elle ne cessera de s'opposer à la guerre.

En 1918 elle rejoint la ligue spartakiste qui donnera naissance au Parti Communiste d'Allemagne dont elle sera députée de 1920 à 1933. Elle jouit dans le mouvement socialiste international d'un prestige considérable. En 1920 lors du Congrès de Tours, alors qu'elle est interdite de séjour en France, Clara Zetkin arrive clandestinement, pour participer aux débats du Parti socialiste. Elle prononce un discours dur, dénonçant les illusions parlementaires, proclamant sa foi dans la révolution mondiale. Son intervention aura une grande influence sur l'issue du congrès.

Contrainte de fuir l'Allemagne après l'arrivée des nazis au pouvoir et l'interdiction du KPD, Clara Zetkin meurt quelques temps plus tard en exil à Moscou à 75 ans.

Frossard Ludovic Oscar

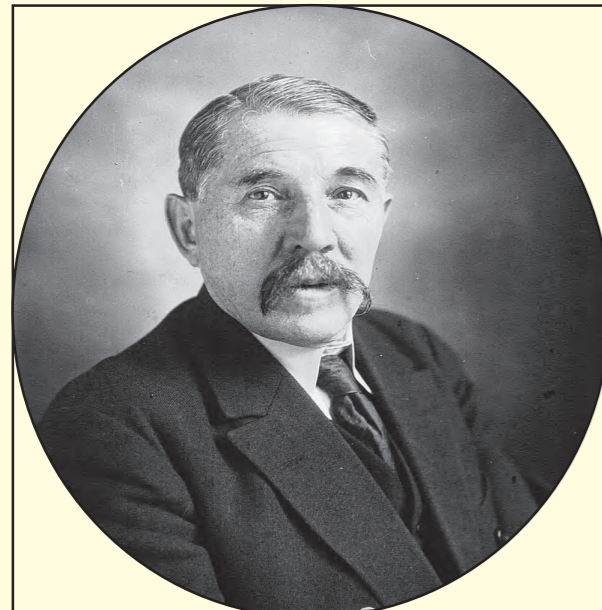


Né le 5 mars 1889 à Foussemagne (Territoire de Belfort), mort le 11 février 1946 à Paris.

Instituteur puis journaliste ; militant socialiste ; secrétaire de la SFIO de 1918 à 1920 Frossard fut, avec la grande majorité du Parti socialiste SFIO, partisan de la politique de défense nationale. Il devient premier secrétaire de la SFIO en 1919. Il sera désigné avec Marcel Cachin pour négocier à Moscou avec les membres de la IIIème Internationale. Au congrès de Tours il sera l'un des premiers signataires de la motion favorable à l'adhésion. Son rôle fut déterminant dans les débats du congrès. Il sera le premier Secrétaire Général du Parti Communiste à sa naissance en 1920.

Démissionnaire du PC en 1923, revenu au Parti socialiste SFIO en 1924, il en fut l'élu à la Chambre des députés puis il quitta la SFIO pour une carrière ministérielle. Ministère du Travail en 1938, puis ministre d'État et de la Propagande, ministre des Travaux en 1940. Il vote les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain qui, bientôt, l'appela à siéger au Conseil national de l'État français.

Cachin Marcel



Né le 20 septembre 1869 à Paimpol, mort le 12 février 1958 à Choisy-le-Roi. Professeur de philosophie puis permanent socialiste et journaliste ; conseiller municipal de Bordeaux (1900-1904), de Paris (1912-1914) ; directeur de l'Humanité (1918-1958). Il est avec Frossard un des deux militants chargés de négocier, à Moscou, les conditions d'adhésion à la IIIème Internationale. De retour de Moscou il organise une tournée de propagande dans toute la France afin de convaincre les socialistes de la nécessité de l'adhésion. Lors de l'ouverture du congrès de Tours, Marcel Cachin est assuré de la victoire de la motion qui, pour l'histoire, porte son nom associé à celui de Frossard. Cachin fut l'un des orateurs les plus remarqués du Congrès de Tours. A l'issue du congrès il est reconduit comme directeur de « L'Humanité ». Il est membre du bureau politique du Parti communiste ; sénateur en 1935, puis député de la Seine en 1946 jusqu'à sa mort.

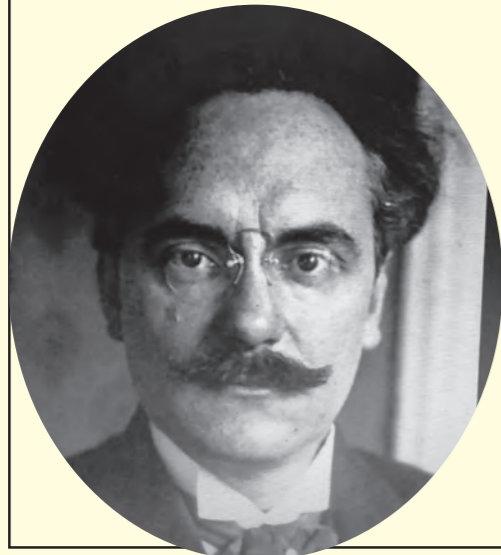
Blum Léon



Né le 9 avril 1872 à Paris, mort le 30 mars 1950 à Jouy-en-Josas (Yvelines). Homme de lettres et juriste. Il adhère au socialisme dès 1898. Conseiller d'État pendant la guerre de 14-18 il est un des artisans de l'Union Sacrée. Le 16 novembre 1919, Léon Blum est élu député. Au Congrès de Tours il est le premier signataire de la motion qui refuse l'adhésion à la IIIème Internationale. Etant mis en minorité il choisit la scission. Dirigeant de la SFIO, c'est lui qui en 1936 conduira le Front populaire à la victoire et en devient le chef du gouvernement. C'est lui qui à l'issue de la grande grève de 1936, signera les accords Matignon qui instituèrent entre autres, les congés payés, les conventions collectives et la réduction du temps de travail.

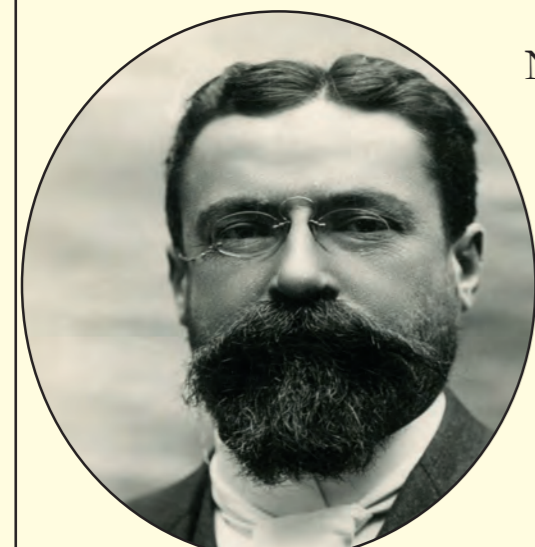
Mais c'est aussi lui qui refusera l'intervention de la France pour soutenir la République espagnole. Lors de l'occupation de la France, il est emprisonné par le régime de Vichy, traduit en justice puis déporté à Buchenwald. Il est libéré en avril 1945. Président du gouvernement provisoire de la République française de décembre 1946 à janvier 1947, son cabinet sera chargé de mettre sur les rails les institutions de la République. Il est une des figures majeures du socialisme français.

Longuet Jean



Né le 10 mai 1876 à Londres, mort le 11 septembre 1938 à Aix-les-Bains ; petit-fils de Karl Marx ; avocat et journaliste ; dirigeant socialiste ; député de la Seine ; maire socialiste de Châtenay-Malabry. Parfaitement bilingue, pratiquant l'allemand et l'italien, il est au fait des questions Internationales. Au congrès de Tours, Longuet est partisan d'adhérer à la IIIème mais il n'accepte pas les 21 conditions fixées par Lénine et entend notamment maintenir l'unité des socialistes français. Chef de file des reconstructeurs il est qualifié dans le « télégramme Zinoviev », d'être l'agent déterminé de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ». Indigné, il rejoint Blum pour maintenir la SFIO.

Sembat Marcel



Né le 19 octobre 1862 à Bonnières-sur-Seine (Seine-et-Oise), mort le 5 septembre 1922 à Chamonix (Haute-Savoie) ; avocat ; publiciste ; député SFIO. Directeur de La Petite République, le journal socialiste animé par Jean Jaurès, il collabora à La Revue socialiste, à La Lanterne, à L'Humanité, journal dans lequel il tint une rubrique de politique étrangère. En 14-18 il est Ministre des Travaux publics pendant l'Union sacrée.

Au congrès de Tours il est signataire de la motion Blum, vote contre l'adhésion à la IIIe Internationale et pour le maintien de la SFIO.

La scission consommée, Marcel Sembat continua sa vie politique dans la SFIO.

1920 1921

Les acteurs de l'histoire

Vaillant-Couturier Paul



Né le 8 janvier 1892 à Paris, mort le 10 octobre 1937 à Paris.

Avocat, écrivain, journaliste. En 1914 il entre dans la guerre, dandy et croyant, il en sort pacifiste et socialiste. En décembre 1916, il adhère à la SFIO. Lors du congrès de Tours il est signataire de la motion pour l'adhésion à la III^{ème} Internationale et il apporte tout son talent d'orateur pour défendre cette cause.

Membre fondateur de l'Association républicaine des anciens combattants et du mouvement Clarté ; membre du Comité directeur du PC (1920-1924) puis du Comité central (1925-1937) ; député de la Seine (1919-1928 ; 1936-1937) ; ; rédacteur en chef du Combattant (1919), de l'Internationale (1923), de l'Humanité (1926-1929 ; 1935-1937). Secrétaire général de l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires AEAR (1932-1935) ; président de l'ARAC (1935-1937) ; président du Comité de Bilbao (1937). Maire de Villejuif de 1929 à 1937.

Pour L'Humanité, il réalise aussi de grands reportages sur l'URSS en 1931 et 1932, sur la Chine en 1933, sur l'Espagne en 1934 et en 1936-1937. (Lui-même se rend sur le front de Bilbao en mai 1937),

Le 2 février 1937, il est victime d'un attentat au revolver dont il réchappe sans dommage.

Mais il meurt subitement, en octobre 1937, à 45 ans. Extrêmement populaire ses funérailles attirent une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes.

Faure Paul



Né le 3 février 1878 à Périgueux, mort le 16 novembre 1960 à Paris.

Publiciste ; militant guesdiste SFIO. Au congrès de Tours il représente avec Jean Longuet la motion des Reconstructeurs qui accepte l'adhésion à la III^{ème} Internationale mais pas les 21 conditions. A la suite de la scission il devient secrétaire général de la SFIO rédacteur en chef du Populaire, nouvel organe de la SFIO. Il est député de Saône-et-Loire (1924-1932, 1938-1940).

Il est nommé ministre d'État dans le gouvernement Léon Blum de 1936. En 1938, il soutient les accords de Munich, puis se rallie à Vichy en 1940 : il est nommé au Conseil national. En 1944, il est exclu de la SFIO. La LICA (qui deviendra plus tard la LICRA) dénonce rétroactivement en 1948 la « campagne raciste » que Faure mena en 1939 contre Blum.

Camélinat Zéphirin



Né le 14 septembre 1840 à Mailly-la-Ville (Yonne), mort le 5 mars 1932 à Paris.

Monteur en bronze ; un des fondateurs de l'Internationale ; directeur de la Monnaie sous la Commune de Paris ; franc-maçon ; En 1880, il rejoint l'alliance républicaine et socialiste de Charles Longuet. Il contribue à la renouveau du socialisme et participe à la formation de la SFIO. Député de Paris (1885-1889), son élection est saluée comme « un grand événement » par Friedrich Engels. Il défend la révision de la Constitution dans un sens « républicain socialiste » avec notamment l'indemnisation des accidents de travail, l'aide sociale pour les personnes handicapées, la limitation du travail des enfants, la séparation de l'Église et de l'État et la gratuité de la justice. En 1892, il participe au journal Le Cri du peuple. Trésorier de la SFIO, au congrès de Tours il se rallie aux majoritaires communistes. En 1921, il transmet les actions du journal L'Humanité (fondé par Jean Jaurès) au Parti communiste français. En 1924, à l'âge de 84 ans, il est le premier candidat communiste à l'élection présidentielle et obtient 21 voix sur l'ensemble des députés et des sénateurs.

Jouhaux Léon

Né le 1^{er} juillet 1879 à Paris, mort le 28 avril 1954 à Paris.

Syndicaliste ; secrétaire, puis secrétaire général de la CGT de 1909 à 1947 puis président de la CGT-FO 1948-1954. En 1914 il est un des acteurs du ralliement de la CGT à l'Union Sacrée. En 1919, il prend une stature Internationale. Déjà participant des conférences ouvrières interalliées de 1915 à 1918, il fait partie des négociateurs de la Conférence de la Paix, prend part à la mise en place de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et du Bureau international du travail.

Il participe à la mise en place de la Fédération Syndicale Internationale (FSI) fondée en juillet 1919. Il engage alors la CGT dans un vaste programme de cogestion de l'économie capitaliste. Contesté sur sa gauche il entame un processus d'exclusion des minoritaires qui conduiront ceux-ci à mettre en place la CGTU. Lorsqu'en 1935-1936 la CGT, devant la menace fasciste, se réunifie il en sera le secrétaire Général. En 1936, dans le cadre de la grève générale de juin et de la victoire du Front populaire, Jouhaux sera pour la CGT l'un des signataires des accords Matignon. Il est alors le leader d'une centrale syndicale qui compte 4 millions d'adhérents.

Contrairement au gouvernement Blum, il se prononce pour le soutien à la République espagnole. Cherchant à étendre le rôle de la FSI, il se rend en 1937 en URSS, où il est un des rares leaders non communistes à être reçu par Staline.

A l'été 1939, il condamne les militants syndicaux qui approuvent le pacte germano-soviétique et il organise l'exclusion des communistes de la CGT. En 1940, après la dissolution de la CGT par les pétainistes, Jouhaux gagne le sud de la France. Fin 1941 il est arrêté à Marseille. Il est livré aux Allemands fin mars 1943 qui l'envoie au camp de Buchenwald. A la libération il est co-secrétaire général de la CGT avec Benoit Frachon.

Le Congrès confédéral d'avril 1946 confirme le basculement de majorité au profit des anciens minoritaires. Face à ce qu'il considère comme la mainmise du Parti communiste français sur le syndicat, il démissionne du bureau confédéral en décembre 1947 et fonde la CGT Force Ouvrière, assurant continuer la « vieille » CGT, fidèle à la charte d'Amiens.

Il sera par la suite président du Conseil économique (1947-1954) ; vice-président du Conseil d'administration du Bureau international du travail (1946-1954) ; vice-président de la Fédération syndicale Internationale (1919-1945) ; vice-président de la Confédération Internationale des syndicats libres (1949-1954) ; Et enfin prix Nobel de la Paix 1951.

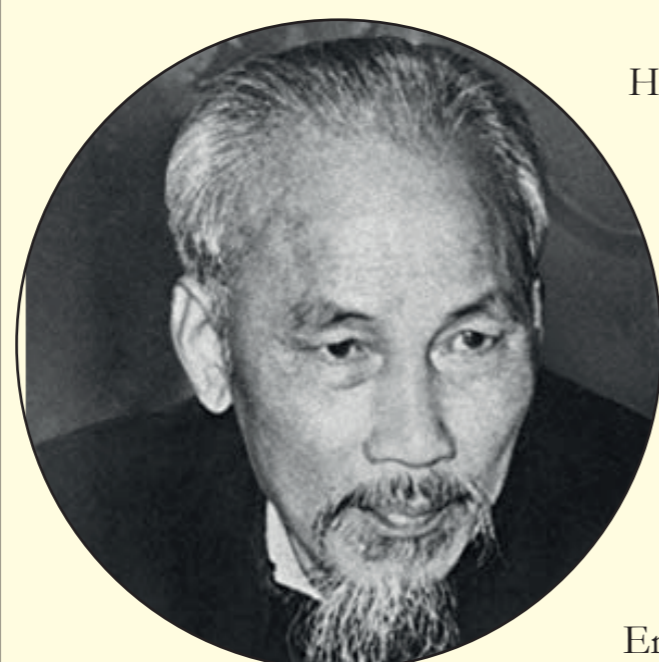
Monmousseau Gaston



Né le 17 janvier 1883 à Luynes (Indre-et-Loire), mort le 11 juillet 1960 à Paris; ouvrier aux ateliers parisiens des chemins de fer de l'État ; avant la Première guerre mondiale, militant anarchiste et antimilitariste, puis, durant la guerre, animateur de la tendance minoritaire de la CGT dite « révolutionnaire » ; secrétaire de la Fédération des cheminots en avril 1920 ; En 1920-1921, il est inculpé de complot et écroué à la prison de la Santé . Il le sera de nouveau en 1923, 1927, 1929 et 1931.

En 1921 après l'exclusion des minoritaires de la CGT il devient secrétaire général de la CGTU (juin 1922-novembre 1932), puis membre du secrétariat ; adhère au Parti communiste en 1925, élu à son Bureau politique constamment de 1926 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ; directeur de La Vie ouvrière ; élu député à Noisy-le-Sec en 1936. Après la dissolution du Parti Communiste en 1939, il entre dans la clandestinité. A la Libération, il reprend ses responsabilités tant sur le plan politique que syndical. Réélu en 1945 au bureau politique du PCF, il entre, le 29 mars 1945, au secrétariat de la CGT. Gaston Monmousseau reprend la direction de La Vie Ouvrière qu'il conserve jusqu'à sa mort le 11 juillet 1960.

Hô Chí Minh pseudonyme de Nguyen AiQuoc



Hô Chí Minh pseudonyme de Nguyen AiQuoc est né le 19 mai 1890 à Hoàng Trù, et mort le 2 septembre 1969, à Hanoï. Militant communiste et homme d'État vietnamien, il est le fondateur du Parti communiste vietnamien et de la République démocratique du Viêt Nam.

De 1911 à 1917, il voyage, visitant les cinq continents. De retour à Paris, il participe à des réunions publiques, distribue des tracts anticoloniaux et écrit des articles de la Populaire ou La Vie ouvrière. À la fin de la guerre, en 1919, il lance une pétition pour plus de droits et de libertés en Indochine, mais le traité de Versailles ne dit rien sur le droit des peuples des colonies à disposer d'eux-mêmes . Il adhère à la SFIO en 1919. Au congrès de Tours , il soutient la motion pour l'adhésion à la III^{ème} Internationale. Son intervention sur le colonialisme français en Indochine restera dans les mémoires. En février 1941, après la défaite française face à l'Allemagne, il regagne le Tonkin. Il prend le nom de « Hô Chí Minh » et fonde la Ligue pour l'Indépendance du Viêt Nam (Viet Minh), laquelle combat à la fois les occupants japonais et les colonisateurs français.

En 1945, il proclame la République démocratique du Viêt Nam et l'indépendance du pays. La France réagit en envoyant de plus en plus de troupes en Indochine. Le 7 mai 1954, à la bataille de Điện Biên Phu, le Viet Minh obtient la reddition des français, après une guerre de huit ans. Les accords de Genève qui actent la paix, prévoient l'organisation d'élections libres et l'unification du pays, mais les États-Unis soutiennent dans le Sud un coup d'État portant au pouvoir un dictateur, qui refuse de reconnaître ces accords. Ho Chí Minh est élu Président du Vietnam nord et dès 1960, il soutient la création du Front national de libération du Sud Viet Nam (FNL), bientôt surnommé « Viet Cong ». Ho Chí Minh, meurt le 2 septembre 1969, alors que le conflit fait toujours rage au Viêt Nam. La victoire sera obtenue en 1975 et verra enfin le vieux rêve d'Hô chi Minh se réaliser d'un Vietnam libre et unifié.